

Penser en résistance dans la Chine d'aujourd'hui

Sous la direction de
Anne Cheng et Chloé Froissart

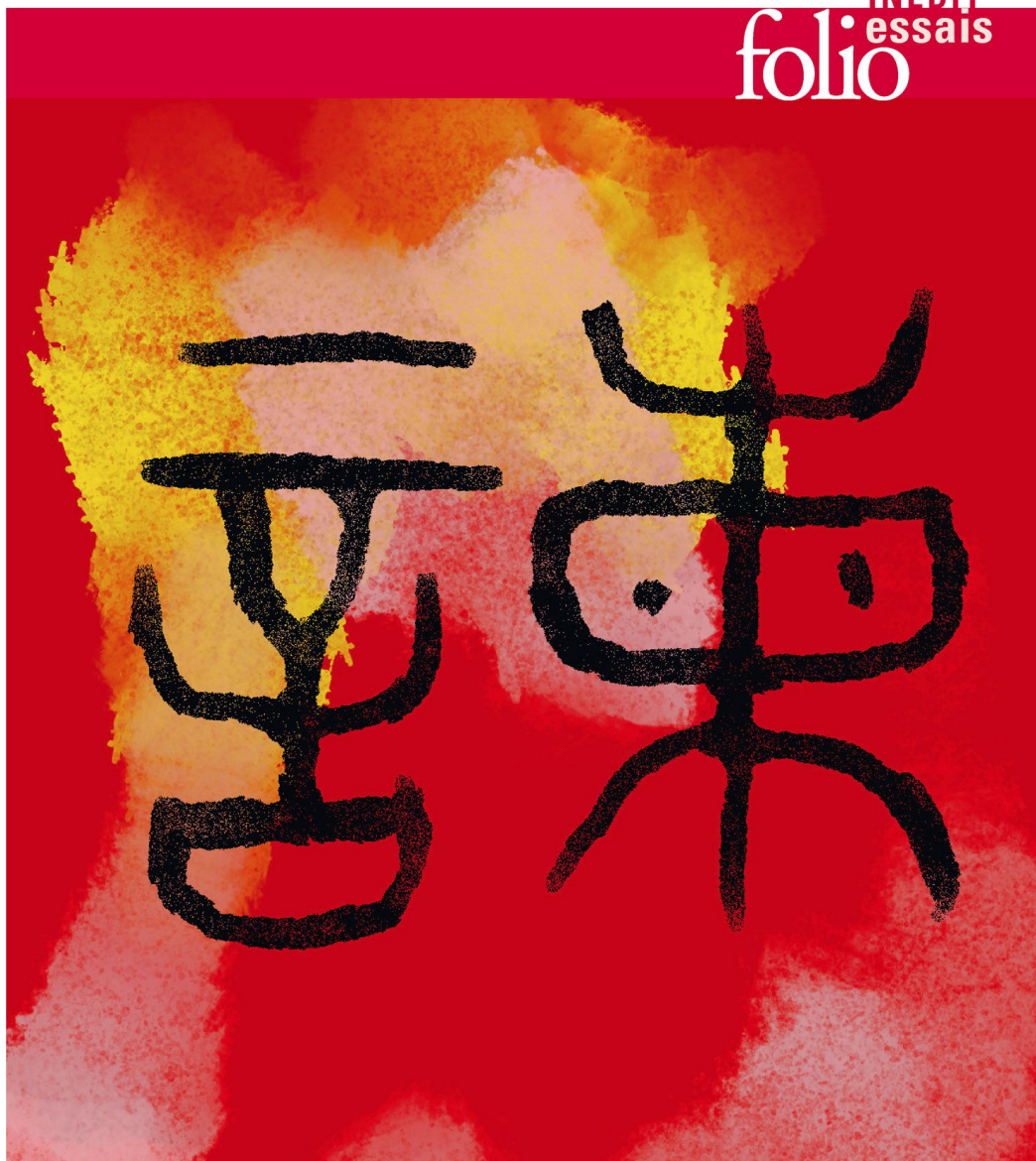
INÉDIT
essais
folio



Penser en résistance dans la Chine d'aujourd'hui

Sous la direction de
Anne Cheng et Chloé Froissart

INÉDIT
essais
folio



COLLECTION
FOLIO ESSAIS

Sous la direction de
Anne Cheng et Chloé Froissart
Avec la collaboration de
Éric Vigne

Penser en résistance
dans la Chine
d'aujourd'hui

Gallimard

獨立之精神, 自由之思想
« Un esprit indépendant, une pensée libre »
Hommage de l'historien Chen Yinke (1890-1969)
au grand lettré Wang Guowei (1877-1927).

Avant-propos

ANNE CHENG

Dans un dialogue de ses *Entretiens*, à un disciple venu l'interroger sur ce qu'il faut pour gouverner, Confucius répond : « Assez de vivres, assez d'armes, et la confiance du peuple.

— Mais, demande le disciple, s'il fallait se passer de l'une de ces trois choses ?

— Des armes.

— Et de l'une des deux choses restantes ?

— Des vivres. On finit toujours par mourir, mais sans la confiance du peuple, pas de gouvernement qui tienne. »

La teneur de cet échange ne manque pas de frapper par son actualité, mais l'ordre de priorité défini par le Maître ne manque pas non plus de surprendre, voire de choquer : quoi ? pour gouverner un pays, on pourrait se passer à la rigueur de la défense et même de l'économie, au motif que les hommes sont destinés à mourir d'une manière ou d'une autre ? alors que la confiance du peuple serait le fondement essentiel, faute de quoi aucun gouvernement ne saurait tenir debout ? Il y a là de quoi faire

réfléchir tout gouvernant, qu'il soit à la tête d'un pays au V^e siècle avant notre ère ou en plein XXI^e siècle. Or, si l'on prend celui qui gouverne la Chine depuis maintenant plus de douze ans, il est clair que ses priorités sont diamétralement opposées à celles qui ont été édictées par Confucius : depuis l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping fin 2012, l'appareil et les équipements militaires ont connu une montée en puissance sans précédent que l'on voit actuellement se déployer face aux voisins immédiats comme l'Inde, le Japon, l'Asie du Sud-Est, avec une focalisation spéciale sur Taiwan et à l'exception notable de la Russie. Quant à l'économie, qui a connu un développement tout aussi spectaculaire selon un modèle de capitalisme d'État depuis l'ère de la réforme de Deng Xiaoping dans les années 1980, elle pèse désormais d'un poids inévitable sur les marchés mondiaux, au point que le dirigeant actuel peut mettre au pas les milliardaires qui se sont enrichis à l'excès et trop vite à son goût. Ce double processus, à l'œuvre depuis la sortie du maoïsme il y a près d'un demi-siècle, a eu pour effet de subjuguier le monde dans une forme de fascination qui a opéré à la manière d'un aimant : durant toutes ces décennies, la Chine a attiré des masses incalculables de capitaux et d'investissements, mais aussi d'innombrables allégeances géopolitiques de la part de pays — à commencer par moult démocraties occidentales — soucieux de tirer profit du gigantisme du marché chinois et des possibilités qu'il offre, sans parler des foules d'individus partout dans le monde littéralement transportés par le mélange unique de civilisation plurimillénaire et de modernisation fulgurante.

Tout cela est-il de nature à assurer « la confiance du peuple », si essentielle à la pérennité d'un gouvernement aux yeux de Maître Confucius ? À bien des égards, l'homme fort qui dirige aujourd'hui la Chine d'une main de fer projette et entretient avec soin l'image

débonnaire et rassurante d'un bon père de famille, affectueusement surnommé Xi Dada, qui cadre bien à la fois avec l'idéal confucéen du souverain censé traiter ses sujets comme un père traite son fils et avec l'idéal stalinien du « petit père des peuples ». La confiance placée en lui n'est donc pas d'ordre contractuel ou électoral, mais doit être replacée, du moins pour ce qui est de la représentation symbolique, dans le contexte organiciste, familialiste et patriarcal du modèle confucéen qui a prévalu tout au long de l'histoire impériale et qui conçoit le corps sociopolitique comme un organisme vivant, avec une tête unique (le souverain) et une pluralité de membres (en haut, le corps bureaucratique des serviteurs de l'État et, en bas, les différentes composantes du peuple). Cela peut expliquer en grande partie que ledit peuple soit resté à l'écart du processus de gouvernance et de décision politique dévolu à la tête (le souverain, entouré de ses conseillers de formation confucéenne), sans chercher outre mesure à changer cet ordre des choses qui lui apparaissait comme fondé en nature.

Ce modèle se retrouve en partie dans la conception de la structure du Parti communiste chinois (PCC), parti unique au point de se confondre avec l'État, dont les membres sont disciplinés à obéir aux directives d'une tête unique. Mais là où la pensée politique confucéenne concevait le rapport entre le souverain et ses sujets par analogie avec le rapport organique d'obligation réciproque ancré dans les liens du sang entre le père et le fils, c'est la discipline impersonnelle du Parti qui doit primer dans le modèle communiste d'obéissance marxiste-léniniste au pouvoir en Chine depuis l'instauration de la République populaire par Mao Zedong en 1949. C'est ce que ne cesse de marteler la « pensée Xi Jinping » inscrite depuis 2017 dans la charte du PCC et

inculquée aux enfants dès l'école primaire depuis 2021. Il apparaît désormais clairement que le grand leader prétend pouvoir imposer sa vision des choses comme la seule valable à tout un chacun et qu'il est tellement sûr de détenir le monopole de la vérité qu'il ne souffre aucune opposition, même de la part de ceux qui se sont alignés derrière lui — on pense à la campagne anti-corruption qui a commencé dès son arrivée au pouvoir et qui lui a permis d'éliminer successivement tous ses adversaires potentiels, ainsi qu'à la purge qui se poursuit actuellement dans les postes les plus élevés. Tout cela ne laisse pas d'évoquer les bonnes vieilles méthodes staliniennes, avec la différence toutefois que la volonté de contrôle total peut s'appliquer maintenant de manière réellement totalitaire grâce à des technologies qui ont le pouvoir de s'immiscer dans la vie privée la plus intime de tout individu, rendant l'exercice et l'expression d'une pensée libre de plus en plus contraints, ou tout simplement vains *a priori*.

Comment, dès lors, expliquer l'apparente absence de révolte dans un pays où les jeunes peinent pourtant à trouver un emploi (le taux de chômage parmi eux s'établit à près de 20 % selon les sources officielles) et, par voie de conséquence, à s'assurer les moyens de se loger, de se marier et de faire des enfants, entraînant par là une nette tendance à vouloir « rester couché » (*tang ping*, véritable phénomène de société) et une chute démographique vertigineuse ? Là se trouve sans doute le plus grand paradoxe de la société chinoise d'aujourd'hui. La Chine peut se vanter d'être l'un des pays les plus sécurisés au monde, avec sa technologie de surveillance la plus en pointe qui permet de suivre à la trace les moindres faits et gestes de n'importe quel individu, de s'immiscer dans sa vie la plus privée grâce à la reconnaissance faciale et au smartphone, instrument devenu indispensable pour tous les gestes

de la vie quotidienne : outre sa vocation première d'outil de communication, il sert à se déplacer, se nourrir, faire ses achats, se divertir. On comprend que, dans ces conditions, le taux de criminalité reste limité, même si des irrutions sporadiques de folie meurtrière témoignent d'un malaise irrépressible. À première vue, vivre dans un tel encadrement semble donc nourrir un sentiment de sécurité, un contentement général de la société chinoise qui a l'impression d'être protégée dans un cocon isolé et ouaté. Après le pacte implicite qui a prévalu dans les décennies précédentes entre un pouvoir étatique incitant les citoyens à s'enrichir à condition de ne pas se mêler de politique, le pacte de « confiance » actuel est celui d'un pouvoir garant de la sécurité intérieure des citoyens à condition de les maintenir sous surveillance permanente.

Tel est le contexte dans lequel vivent et pensent les auteurs dont les textes sont présentés et traduits dans ce volume collectif, le troisième entrepris avec le soutien actif et constant d'Éric Vigne depuis la parution en 2007 de *La pensée en Chine aujourd'hui*, qui exposait de manière analytique les différents points d'entrée du public élargi dans le monde chinois à la veille des jeux Olympiques de Pékin 2008 : les dynamiques de la modernité, l'invention de catégories telles que philosophie, religion, médecine, les questions d'identité, à commencer par l'écriture et la langue. Le deuxième collectif, *Penser en Chine*, publié début 2021 pendant la pandémie de Covid-19, abordait les points de friction d'une Chine en pleine montée en puissance et en pleine *hybris*, se projetant comme Chine-monde, réécrivant son histoire, exerçant un contrôle de plus en plus pesant sur son corps social, ses intellectuels et ses minorités, et faisant face aux crises notamment sanitaires avec la brutalité que l'on sait, au point d'en subir actuellement les

conséquences en termes de croissance économique en berne, de démographie en chute libre et de perte de confiance de la population à l'égard de ses dirigeants.

Maintenant que la Chine est sortie avec perte et fracas de la longue hibernation qu'elle s'est imposée à elle-même avec la politique « zéro Covid », au prix d'un enfermement ressenti comme un profond traumatisme par une grande partie de la population, il est temps à présent d'ouvrir l'espace de ce troisième volume aux voix d'intellectuels chinois qui ont vécu les décennies depuis la sortie du maoïsme et la politique de réformes et d'ouverture de Deng Xiaoping dans les années 1980, en passant par la prospérité insolente et la croissance à deux chiffres du tournant du XXI^e siècle et du troisième millénaire, jusqu'à l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping. Sa « pensée » unique aurait-elle réussi à étouffer définitivement toute velléité de critique et toute capacité de résistance chez les intellectuels ? Loin de là. On peut compter sur la résilience de ceux qui sont rompus depuis les débuts de l'histoire impériale à l'exercice du rapport au pouvoir et qui sont passés maîtres dans l'art de dire les choses de manière subtile et détournée et de lire entre les lignes. Ceux dont nous entendons la parole dans ce volume sont des intellectuels, universitaires pour la plupart, connus depuis beau temps pour leurs écrits et leur participation aux débats publics. Ils mettent leurs compétences en sciences humaines et leur capacité d'analyse au service d'une meilleure compréhension et d'une recherche de solutions à des problèmes qui se posent à la société et n'ont de cesse qu'ils n'aient revendiqué leur attachement et leur loyauté à la Chine, voire au Parti, à commencer par des représentants des « minorités ethniques » qui ont pourtant été injustement condamnés à la prison à vie.

Pour nous qui vivons dans un monde (encore ?) relativement ouvert et divers, mais pas pour autant exempt — tant s'en faut — de compromis, voire de compromissions, c'est devenu une obligation morale de faire entendre ces voix qui ne sont pas celles de « dissidents » ou d'activistes protestataires — comme voudrait le faire croire le discours officiel — mais qui tentent simplement de dire et d'analyser avec honnêteté et lucidité la réalité chinoise comme elle est, ce qui semble déjà intolérable aux yeux d'un pouvoir emporté dans ses rêves de grandeur. Telle est la ligne que nous avons tracée avec Chloé Froissart, qui a choisi avec ardeur et courage de coordonner ce volume. Nous ne cacherons pas que nous nous sommes heurtées à quantité d'obstacles qui ont bien failli, et plus d'une fois, nous faire abandonner le projet et que nous avons dû commencer par combattre notre propre sentiment d'impuissance, entre la difficulté d'identifier des textes signifiants et significatifs dans un paysage intellectuel désertifié et celle de recruter des collaborateurs à la fois suffisamment qualifiés et motivés pour nous accompagner dans notre démarche. Mais ce qui nous a animées au premier chef est le désir et la nécessité de faire entendre des voix qui nous parlent et portent un message fort, malgré l'étouffement de la censure, de l'auto-censure et du cocon protecteur évoqué plus haut.

Nous avons à cœur l'avenir d'un peuple qui nous est cher et d'un pays qui, d'extraordinaire vivier de potentialités qu'il a toujours été et devrait encore être, ne mérite pas de devenir un désert où toute velléité de fraîcheur et de nouveauté flétrit sur pied avant même d'avoir une chance d'éclore.

Introduction

PENSER EN RÉSISTANCE DANS LA CHINE D'AUJOURD'HUI

CHLOÉ FROISSART

Ce livre fait entendre les voix critiques qui sont en train de disparaître en Chine alors que le pays connaît une résurgence du totalitarisme depuis l'arrivée de Xi Jinping au pouvoir. Il offre l'hospitalité de la traduction à des auteurs, dont certains sont emprisonnés, d'autres victimes de rétorsions, généralement peu connus du public français, et donne la mesure de leur résistance en replaçant leurs voix dans l'évolution du régime chinois.

Contrairement à ceux qui persistent à voir en Chine un espace public pluraliste¹, et à la différence des études qui se concentrent sur les discours dominants², ce livre donne à voir le rétrécissement de l'espace du débat et de la critique, même si ceux-ci restent toujours possibles dans des interstices et par des voies détournées. Tout en rendant compte des contraintes qui pèsent sur les intellectuels chinois, il montre comment certains parviennent à les contourner grâce à des stratégies de résistance subtiles qu'il se propose également de décrypter. Si étudier les universitaires « étatistes » ou « solutionnistes », c'est-à-dire ceux qui travaillent

dans et pour le système, est de la plus haute importance, car ce sont eux qui fabriquent les représentations qui sous-tendent les politiques du Parti communiste chinois (PCC) tant sur le plan intérieur qu'international, oublier ceux qui refusent de se plier aux injonctions du régime serait, plus qu'une erreur, une faute morale. Avec la disparition des voix alternatives, ce sont des pans entiers de la connaissance de la Chine qui sont biffés et, avec elles, la diversité des traditions intellectuelles chinoises. Nous souhaitons ici remédier à la vision de plus en plus tronquée que nous avons de ce que pense la Chine, en rappelant que beaucoup n'en pensent pas moins même s'il leur est de plus en plus difficile de s'exprimer.

Ce livre met ainsi l'accent sur la fonction critique de l'intellectuel, qu'il soit poète, historien, politiste, juriste, sociologue, anthropologue ou économiste, professeur d'université ou écrivain indépendant. Cette fonction n'est en rien étrangère aux penseurs chinois. Elle renvoie d'une part à la tradition confucéenne du droit de remontrance à l'empereur, emblématisée par Qu Yuan, poète de la période des Royaumes combattants³ aux IV^e-III^e siècles avant notre ère, qui s'est suicidé en se jetant dans un fleuve car il n'avait pas réussi à mettre en garde son souverain contre un royaume rival et à empêcher sa défaite. Sa mort — et à travers elle le modèle de l'intellectuel moral et patriote — est toujours commémorée en Chine aujourd'hui par la fête du Double Cinq (*Duanwujie*) ou fête des bateaux-dragons. La fonction critique de l'intellectuel s'enracine d'autre part dans la tradition, héritée de l'Occident, du mouvement du 4 mai 1919 et des Lumières chinoises, à travers laquelle penseurs et écrivains se conçoivent comme indépendants du pouvoir politique⁴. Si, au cours de l'histoire, leur idéal d'autonomie morale est souvent entré en conflit avec leur aspiration à servir la nation et donc à conseiller le pouvoir, et avec

le fait que beaucoup sont employés de l'État⁵, il reste toujours bien vivant aujourd'hui.

À l'heure où j'écris cette introduction (octobre 2024), les auteurs réunis ici sont tous en Chine, alors que beaucoup d'intellectuels ont décidé de la quitter. Une grande partie d'entre eux ont été influencés par le libéralisme — au sens classique et politique du terme — à une époque où la Chine était ouverte et tournée vers l'Occident, mais ils ont toujours cherché à se le réapproprier et à l'adapter aux conditions de leur pays, le transformant ainsi en un courant de pensée autochtone. Certains auteurs sont « hors système » (*tizhiwai*), comme on dit en chinois, c'est-à-dire indépendants, voire hors société (en prison), d'autres sont dans le système (notamment dans les universités, voire au sein du Parti), ou à sa marge en ce qui concerne les retraités. Aussi ce livre brise-t-il des murs, qu'ils soient réels ou symboliques, dans une société de plus en plus compartimentée, informée par un régime qui catégorise, classe, exclut, atomise et fait porter une responsabilité collective à tous ceux — ainsi qu'à leurs proches — qui franchissent les frontières. Nous tenons toutefois à préciser que tous les textes traduits ici sont (ou ont été) dans le domaine public, et que les auteurs ne sont en rien responsables de notre décision de les publier.

Enfin, ce livre cherche à redonner des repères à une époque de montée du relativisme et du scepticisme dans les sciences humaines et sociales⁶, et à montrer que ces repères restent partagés par certains Chinois. Ce faisant, il rend hommage à des intellectuels courageux et leur exprime notre solidarité tout en cherchant à lutter contre la résignation, la peur et l'auto-censure qui nous gagnent également.

XI JINPING OU LE FANTASME DE L'UN

Depuis l'accession de Xi Jinping au poste de Secrétaire général du Parti en octobre 2012, puis de président de la République populaire de Chine et président de la Commission militaire centrale en mars 2013, la Chine connaît une résurgence des traits fondamentaux du totalitarisme.

Celle-ci se caractérise par une dynamique d'absorption de l'État et de la société dans le PCC, les ramifications du Parti pénétrant dans la société bien plus profondément qu'elles ne le faisaient auparavant, et par une recentralisation et une concentration du pouvoir dans les mains du dictateur. Conformément à l'amendement constitutionnel de 2018 qui a placé le rôle dirigeant du Parti en exergue du premier article de la Constitution, la Chine est devenue un Parti-État. Xi Jinping est revenu sur toutes les réformes menées par Deng Xiaoping pour distinguer les prérogatives de l'État et du Parti et faire de son Secrétaire général un *primus inter pares*. Il a notamment abrogé la limite des deux mandats présidentiels — s'arrogeant ainsi le droit d'être président à vie — et a sapé le principe d'une direction collégiale. Lancée en 2013 et toujours en cours, la campagne anti-corruption lui a permis d'éliminer toutes les factions rivales. Xi Jinping a créé une dizaine de commissions centrales du Parti, qu'il dirige, dans des domaines clés autrefois gérés par l'État. Le président ayant, dans un fameux discours de 2012, associé la chute de l'URSS à son renoncement à l'idéologie, celle-ci a fait un retour en force comme fondement de la légitimité du Parti et de son chef suprême. Seul dirigeant à avoir joui de cet honneur en cours de mandat, sa « pensée » a été inscrite dans les statuts du Parti en 2017. Enfin, sous-tendue par la loi sur la sécurité nationale de 2015, la notion de sécurité nationale a supplanté celle de stabilité du régime,

laissant une grande latitude pour la criminalisation des protestations et des dissensions. Elle a en outre présidé à la mise en place d'un système de surveillance articulant de nouvelles institutions de gestion de l'ordre public, des entreprises *high tech* et la mobilisation d'individus visant à anticiper toute forme de risques et de menaces, et à assurer la transparence de la société grâce au siphonnage des données personnelles et des entreprises par l'État, autorisé par la loi sur la sécurité des données de 2021. L'État utilise régulièrement ces données à des fins répressives, notamment à l'encontre des populations ouïghoures et kazakhes au Xinjiang, et pour prévenir les protestations sociales.

Cette logique à l'œuvre dans la trajectoire du régime chinois n'est pas sans rappeler ce que Claude Lefort, l'un des grands penseurs du totalitarisme soviétique, appelait le « fantasme de l'Un⁷ ». Ce qui est visé, c'est l'homogénéisation du corps social et la disparition du conflit, y compris celui s'exprimant par la critique, au moyen d'une fusion de l'ordre du savoir, du pouvoir et de la loi. Le « fantasme de l'Un » est celui d'un pouvoir qui aspire à une société transparente à elle-même, dont il serait capable de modifier et de contrôler chacun des rouages. Bien entendu, ce fantasme de contrôle total et d'unité avec le Parti n'est jamais réalisé : le totalitarisme continue de produire du conflit en dépit de son discours, et il existe toujours une société, une capacité d'agir des acteurs. Mais celle-ci s'exprime de manière de plus en plus indirecte — voire souterraine — dans un espace bien plus contraint. Ce fantasme n'est donc pas sans conséquences : il a considérablement réduit le pluralisme limité qui caractérisait encore la société chinoise au début des années 2010. Il a en particulier profondément transformé les universités chinoises et la

proto-sphère publique qui s'était développée pendant l'ère Hu Jintao-Wen Jiabao.

DES UNIVERSITÉS SOCIALISTES AUX CARACTÉRISTIQUES CHINOISES

L'emprise grandissante du Parti et de la censure

Les contraintes qui pèsent sur l'élaboration et la transmission du savoir, et notamment d'une pensée critique, n'ont cessé de croître depuis l'arrivée de Xi Jinping au pouvoir. Si l'emprise du Parti sur les universités chinoises est une donnée aussi ancienne que le régime de la République populaire de Chine, celle-ci a été notoirement renforcée. Traditionnellement, les universités sont structurées autour d'échelons administratifs (présidence, facultés, centres de recherche et départements) soumis à la direction d'un secrétaire du Parti donnant l'orientation politique, l'administration la mettant en œuvre dans sa gestion quotidienne des établissements. La nouveauté est que les structures du Parti tendent désormais à absorber celles de l'administration des universités. En 2018, le président de l'Université Tsinghua a été remplacé par son secrétaire du Parti, par ailleurs ancien cadre du ministère de l'Intérieur⁸. Conformément à une directive d'avril 2021⁹, les bureaux des présidents ont fusionné avec les comités du Parti en leur sein, permettant à ces derniers de gérer directement les établissements et d'exercer une direction « unifiée » sur l'enseignement, la recherche et l'administration¹⁰. Les ramifications du PCC se sont en outre étendues à la base, de nouveaux pouvoirs ayant été donnés aux comités du Parti au sein

des départements afin de permettre un contrôle accru des enseignants¹¹.

La mission première de ces secrétaires et comités est de s'assurer que tout ce qui est enseigné et publié est conforme à l'idéologie du Parti, et s'écarte résolument des cadres théoriques et conceptuels dits « occidentaux ». En 2013, le Document n° 9 du Comité central — dont le titre originel était *Rapport sur la situation dans la sphère de l'idéologie* — a identifié sept thèmes relevant de positions idéologiques « erronées » qui ne doivent pas faire l'objet de discussions publiques ou dans les salles de cours : la théorie du gouvernement constitutionnel, les valeurs universelles, la société civile, le néolibéralisme en économie, le journalisme « à l'occidentale » (l'enquête et la vérification des faits), le « nihilisme historique » (tout récit historique ne correspondant pas à la version du Parti) et la remise en cause du socialisme aux caractéristiques chinoises. S'est ensuivie une campagne idéologique dans les écoles et universités pour éradiquer les manuels occidentaux, et propager un « esprit positif » interdisant toute critique et visant à faire l'éloge du modèle chinois. Un *Code d'éthique professionnelle des enseignants* a été publié, ainsi qu'un ensemble de directives du ministère de l'Éducation stipulant des restrictions sur ce qu'un enseignant peut dire dans la salle de cours ou le matériel pédagogique et les manuels qui peuvent être utilisés¹².

Signe de cette mainmise idéologique du Parti sur les universités : en 2019, la très prestigieuse Université Fudan à Shanghai a supprimé de sa charte toute référence à la liberté de penser pour y inclure un engagement à servir le Parti communiste, adhérer aux valeurs fondamentales du socialisme aux caractéristiques chinoises et privilégier le patriotisme¹³. Les

chartes d'autres universités, comme celles de Nankin ou du Shaanxi, ont par la suite fait l'objet d'amendements similaires¹⁴.

Depuis, de nombreux objets d'étude ont été bannis non seulement en pratique mais aussi en droit. Certains sujets historiques, notamment ceux qui portent « atteinte à l'honneur des héros et martyrs », ont été criminalisés par une loi de 2018, ce crime ayant fait l'objet d'un amendement du Code pénal en 2021. En sciences sociales, les recherches ayant trait à des thèmes comme les inégalités, le travail, les mobilisations sociales, les études de genre ou des religions ne sont plus de mise et ont cédé le pas à celles qui permettent au Parti d'améliorer ses politiques, notamment son contrôle sur les cadres, la société et les entreprises. Pour les sujets moins sensibles, la règle est la « neutralité », autrement dit le positivisme, voire la décontextualisation. Il s'agit, au mieux, de s'en tenir aux faits sans les interpréter, en bannissant tout concept et en s'interdisant ainsi de penser les changements sociaux. Mais il arrive régulièrement que même les faits ne puissent être restitués, lorsque ceux-ci sont considérés comme remettant en cause la « sécurité nationale ». La censure, qui touche depuis quelques années le champ politique et social, a désormais gagné celui de l'économie, les chercheurs ne pouvant plus rendre compte de la croissance chinoise, ou encore de la crise immobilière, tandis que les méthodes de décompte statistique du chômage des jeunes ont été modifiées afin d'en réduire les effectifs¹⁵. Le phénomène touche également les sciences dures, comme l'ont mis en exergue la censure des chercheurs qui avaient décodé l'ADN du virus du Covid lorsque l'épidémie a éclaté à Wuhan et la fermeture des centres de recherche qui les employaient¹⁶.

La criminalisation des chercheurs aux pensées déviantes

Pour faire respecter ses règlements, le PCC peut s'appuyer sur une surveillance à trois pieds : outre celle exercée par les cadres du Parti, la surveillance numérique a fait son entrée dans les universités en 2013, et se double, depuis 2014, de la surveillance exercée par des informateurs recrutés — désormais ouvertement — parmi les étudiants qui sont payés pour dénoncer tout manquement aux règles. Ce sont souvent plusieurs caméras, enregistrant aussi bien l'image que le son, qui sont installées dans les salles de classe et amphithéâtres, permettant ainsi un contrôle panoptique de ses occupants, même s'il arrive que certaines petites salles en soient encore dépourvues. Mais face aux cadres débordés et aux caméras non seulement visibles mais soumises aux aléas techniques, ce sont encore les yeux et les oreilles des étudiants qui sont les plus efficaces. Selon les règlements de certaines universités, les informateurs sont tenus de faire des rapports toutes les deux semaines sur le contenu et les méthodes d'enseignement, et sur l'attitude de leurs enseignants, notamment s'ils expriment des opinions personnelles¹⁷. Les étudiants ne sont pas tenus pour responsables de la véracité de leurs rapports¹⁸.

Les universitaires qui ne suivent pas la ligne du Parti sont souvent criminalisés, notamment lorsque leurs sujets d'étude portent sur les questions les plus sensibles comme les minorités, en particulier au Xinjiang, ou ont trait à la pensée libérale — assimilée à l'influence occidentale — comme le constitutionnalisme. C'est le cas de deux auteurs traduits dans ce recueil, actuellement emprisonnés à vie : Ilham Tohti, économiste ouïghour spécialiste des inégalités au Xinjiang, professeur à l'Université des minorités à Pékin dénoncé par ses étudiants et

arrêté en janvier 2014, condamné à la prison à perpétuité en septembre 2014 ; et Rahile Dawut, anthropologue ouïghoure spécialiste du folklore des minorités, professeure à l'Université du Xinjiang, enlevée, vraisemblablement par la sécurité d'État, en 2017 et condamnée à perpétuité en 2023. Les constitutionnalistes jouissent quant à eux d'une liberté toute relative. Xu Zhangrun, professeur de droit constitutionnel à l'Université de Pékin, a été suspendu en 2018 pour avoir écrit un article dans lequel il s'interroge sur le retour de la Chine au totalitarisme à la suite de la suppression par Xi Jinping de la limite des deux mandats présidentiels et au retour au culte de la personnalité. Zhang Qianfan, autrefois professeur très populaire auprès des étudiants, est interdit d'enseignement tandis que ses manuels ont été bannis des universités. Tous deux, comme He Weifang et la sociologue Guo Yuhua, sont aujourd'hui extrêmement isolés, leurs anciens collègues et étudiants se détournant d'eux. Ge Zhaoguang et Zi Zhongyun, tous deux historiens renommés, ne peuvent plus publier, y compris dans les revues qu'ils ont fondées et dirigées.

Ces universitaires ne s'identifient pas comme dissidents mais comme des chercheurs soucieux de proposer une analyse scientifique fondée sur les faits, même si leurs travaux sont soutenus par un idéal de justice ou le désir de rendre compte de la diversité culturelle et linguistique de la Chine, afin de contribuer à la faire connaître et à la préserver à une époque où elle est menacée d'extinction. Ces enseignants-chercheurs proclament généralement leur désir de rester à l'écart de la politique et ne se présentent pas comme des opposants au PCC, mais sont animés par l'espoir que leurs recherches inciteront le Parti à gouverner dans l'intérêt des individus et des peuples. Comme le souligne Sebastian Veg, « nombre de dissidents ne se décrivent pas

autrement que comme des patriotes préoccupés par l'avenir de la Chine et de l'humanité¹⁹ » ; le terme de « dissident » étant à comprendre ici comme une étiquette accolée à ces chercheurs par le Parti, et non comme une identité revendiquée.

Dans ce contexte, beaucoup d'universitaires de renom ont choisi l'exil, d'autres la retraite anticipée. C'est notamment le cas de He Weifang, célèbre juriste défenseur de l'indépendance judiciaire et de l'État de droit, dont nous proposons ici une interview analysant les débats qui avaient cours au début de l'ère Xi Jinping autour de la notion de constitutionnalisme ainsi que la manière dont dirigeants et idéologues chinois se réapproprient cette notion libérale pour la détourner au profit du régime. Mais la plupart des universitaires ont simplement changé leurs discours et objets de recherche pour les rendre acceptables par le Parti. C'est le cas de Jin Zhiyuan depuis qu'il a écrit l'article présenté ici, dans lequel il s'engage en faveur de l'égalité des chances pour les élèves mongols dans le respect de la diversité culturelle et linguistique. Les universités chinoises, autrefois des lieux de débats passionnés et parfois polémiques, sont devenues des ghettos sous haute surveillance où règne une dictature de la peur et où s'élabore l'idéologie du régime.

*Les universitaires entre experts,
« ingénieurs des âmes » et « fournisseurs
de contenu » à la « pensée Xi Jinping »*

Depuis la réouverture des universités sous Deng Xiaoping²⁰ et le lancement du programme de modernisation de la Chine, le PCC enjoint les universitaires à se montrer à la fois « rouges et experts », autrement dit à faire preuve de loyauté envers le Parti et développer des compétences professionnelles, souvent techniques,

au service des réformes. Outre que Xi Jinping n'a cessé de réitérer ces deux injonctions dans ses nombreux discours adressés aux intellectuels, chercheurs et universitaires²¹, le renforcement de l'appareil sécuritaire et de contrôle au sein des universités laisse peu de latitude à ces derniers pour y déroger. Par ailleurs, la notion même de loyauté des universitaires envers le Parti a évolué sous Xi Jinping. Celle-ci a pu revêtir une dimension libérale dans les années 1980 lorsque l'Institut politique de l'Académie des sciences sociales de Chine conseillait le Premier ministre Zhao Ziyang sur la séparation du Parti et de l'État, ou encore dans les années 2000 lorsque les sociologues tentaient d'orienter les réformes de l'équipe Hu Jintao-Wen Jiabao vers la protection des droits des « populations vulnérables²² ». Mais sous Xi, être rouge signifie s'identifier au Parti en exerçant une double fonction : une fonction de courroie de transmission de l'idéologie officielle en tant qu'enseignant, et une fonction de contribution à l'élaboration de l'idéologie en tant que chercheur.

L'arrimage des universités au Parti s'est ainsi accompagné du renforcement de la propagande et du travail idéologique auxquels est soumis le corps enseignant. Sa mission est d'« unifier les esprits et rassembler les forces », selon la définition qu'en a donnée Xi Jinping en 2015²³. En 2018, le Secrétaire général du Parti, faisant indirectement référence à la célèbre formule de Staline en 1932, a désigné les enseignants comme des « ingénieurs des âmes », dépositaires d'une « mission sacrée » : celle de « diffuser la vérité et façonner de nouvelles personnes »²⁴. Ce sont de telles injonctions que les enseignants-chercheurs doivent assimiler au cours de séances d'étude de la « pensée Xi Jinping » organisées par des comités du Parti qui veillent à la discipline.

Parallèlement, Xi Jinping a multiplié les appels aux intellectuels et universitaires pour qu'ils apportent leur « contribution » à l'« innovation théorique » du Parti, autrement dit à l'idéologie du régime²⁵. Ceux-ci sont ainsi invités à donner un contenu aux mots clés de la « pensée Xi Jinping » diffusés par la propagande, comme ceux de « socialisme aux caractéristiques chinoises » ou de « démocratie processuelle » (全过程民主). Il s'agit de permettre à l'idéologie d'« avancer avec son temps » en l'adaptant à l'évolution des conditions concrètes du pays et aux besoins du Parti. Les départements de marxisme-léninisme, dont c'est la mission, sont les premiers sollicités dans cet exercice. Mais les chercheurs en sciences sociales font également face à diverses contraintes, notamment celles exercées par les revues en sciences sociales éditées dans les universités chinoises, qui se trouvent également sous l'emprise du Parti. Afin de pouvoir publier de véritables travaux scientifiques, celles-ci doivent faire paraître environ un tiers d'articles où la « pensée Xi Jinping » s'est substituée au cadre théorique, les comités éditoriaux exerçant une pression en ce sens sur les auteurs²⁶.

Outre le contrôle politique et idéologique, les universitaires en début de carrière doivent faire avec une autre contrainte : les réformes néomanagériales de la recherche, particulièrement prononcées en Chine, berceau du classement de Shanghai. Ces réformes sont sous-tendues par une pression accrue à la publication dans des revues classées et par le financement sur projets de la recherche en SHS, dans un système où les agences de financement sont chapeautées par le Département de la propagande. Sans surprise, ce sont les projets ayant trait à la « pensée Xi Jinping » qui figurent en tête de liste des financements, dont le montant total a quadruplé entre 2010 et 2022²⁷. Ces

réformes ont également pour conséquence directe pour les enseignants-chercheurs une compétition accrue leur laissant peu de loisir pour penser. Cela explique en partie qu'il n'y ait pas de « jeunes » parmi les auteurs traduits ici.

L'ensemble de ces facteurs contribue *de facto* à éliminer les intellectuels au sein des universités chinoises, même si certains subsistent « hors système ». C'est le cas de deux écrivains indépendants traduits ici : Wang Lixiong et la poétesse tibétaine Tsering Woesser, qui n'ont pas été inquiétés outre mesure depuis l'arrivée de Xi Jinping au pouvoir, malgré la forte teneur critique de leurs écrits et le fait qu'ils se soient mobilisés à plusieurs reprises en faveur d'Ilham Tohti ou pour promouvoir l'amitié et la solidarité entre minorités, notamment tibétaines et ouïghoures. Outre qu'ils ne touchent pas un large public en Chine, notamment parmi les jeunes, ils servent très certainement d'alibi au Parti, qui laisse faire tant qu'il peut contrôler. Leurs écrits n'ont cependant jamais été publiés en Chine, même s'ils circulent sous le manteau, et ne peuvent plus l'être à Hong Kong. Entre les deux se situent les universitaires à la retraite : l'historienne Zi Zhongyun, le juriste He Weifang, l'historien Ge Zhaoguang et la sociologue Guo Yuhua. S'ils n'ont plus de carrière à assurer, ils restent dépendants de leur université d'origine (c'est-à-dire du Parti) qui peut à tout moment mettre un terme au versement de leur retraite.

UN ESPACE D'EXPRESSION PUBLIQUE DE PLUS EN PLUS CONTRAINTE

Alors qu'un proto-espace public avait pu s'épanouir en Chine jusqu'au début de l'ère Xi Jinping, permettant des pratiques de diffusion du savoir et de débat public relativement libres pour

autant que le monopole du PCC sur le pouvoir n'était pas remis en cause, la reprise en main par le Parti des secteurs de l'édition, des médias et d'Internet ne permet plus à cet embryon d'espace public de subsister que dans des interstices éphémères.

L'administration centrale des presses et publications ainsi que la Télévision centrale, qui fonctionnaient autrefois sous la double tutelle de l'État et du Parti, sont désormais placées directement sous le Département de la propagande, et *in fine* du Comité central du Parti²⁸. Comme dans les universités, ce mouvement de recentralisation s'est accompagné d'une avancée du Parti à la base ayant pour objectif de renforcer le contrôle et la censure, au moyen d'un pouvoir accru des comités du Parti. La campagne anti-corruption, qui vise également à éliminer les « problèmes dans la pensée », continue de faire tomber les éditeurs les plus audacieux, comme elle a privé les universités de leurs présidents les plus ouverts. Leur nombre est tout simplement trop important pour en dresser une liste exhaustive, mais parmi les victimes les plus récentes on peut mentionner Erkin Emet, directeur des Presses ouïghoures de Kashgar, qui a publié de nombreux livres sur l'histoire, l'identité culturelle et la littérature ouïghoures, ou encore Yao Haijun, éditeur en chef du magazine *Science Fiction World*, découvreur et promoteur du best-seller *Le Problème à trois corps* de Liu Cixin²⁹, dont l'adaptation sur Netflix en 2024 a relancé l'hostilité entre Pékin et Washington³⁰.

Depuis la visite de Xi Jinping à la Télévision centrale d'État en 2016, au cours de laquelle il s'est adressé à l'ensemble des médias en leur rappelant leur devoir d'identification au Parti, ceux-ci sont contraints de s'en tenir à leur fonction de propagande et de courroie de transmission des directives, au détriment du rôle (encadré) de représentants de l'opinion publique qui était aussi le

leur³¹. Alors que, dans les années 2000, les médias ont pu jouer un rôle d'investigation et d'initiateurs de débats publics ayant souvent des répercussions sur les prises de décision politiques, leur rôle est censé désormais se cantonner à « guider l'opinion » afin d'insuffler à la population un « esprit positif » et de confiance dans le Parti.

La censure a transformé l'Internet bouillonnant des années 2000, espace de débat et adjuvant des mobilisations, en un Intranet beaucoup plus fragmenté et donc plus facile à contrôler. Désormais sous juridiction uniquement chinoise, expurgé de tous les réseaux sociaux étrangers comme Facebook, X, Telegram, Signal ou encore Instagram, et bloquant l'accès à la plupart des journaux et sites d'information étrangers (comme Wikipedia ou YouTube), l'Internet chinois est en grande partie immunisé contre les « interférences étrangères³² ». Bien qu'interdite dans de nombreuses provinces, l'utilisation d'un VPN permettant de franchir la grande muraille d'Internet reste possible, en dépit des difficultés pratiques et de la peur. Les VPN qui fonctionnent partagent cependant leurs données avec l'État. Les blogs et micro-blogs ont cédé le pas à des plateformes de *chat* où le nombre de participants est beaucoup plus restreint, tandis qu'une campagne menée en 2013 a éradiqué les comptes des leaders d'opinion qui mobilisaient les citoyens sur des sujets d'intérêt commun. La Chine a créé le système de filtrage d'Internet le plus étendu, le plus sophistiqué technologiquement et le plus vaste au monde, selon le projet Opennet Initiative³³. À la censure algorithmique par mots clés s'ajoute une police d'Internet d'environ deux millions de personnes, tandis que les fournisseurs d'accès sont également rendus responsables des contenus postés par leurs utilisateurs³⁴. Ainsi, en 2018, le réseau social le plus utilisé, WeChat, a censuré

plus de trois cent mille articles et fermé plus de deux cent mille comptes³⁵.

La censure des médias et d'Internet a des conséquences directes sur l'influence que les chercheurs et universitaires ont sur la société puisque ceux-ci ne peuvent plus s'exprimer en tant qu'intellectuels publics, ni même partager des opinions critiques sur des sujets sensibles au sein d'un groupe restreint sur WeChat, sous peine d'être arrêtés. Ce fut notamment le cas en décembre 2019 du docteur Li Wenliang, le lanceur d'alerte de l'épidémie de Covid à Wuhan, ou en 2024 du vice-directeur de l'Institut d'économie de l'Académie des sciences sociales après avoir exprimé son scepticisme sur les perspectives de croissance de la Chine³⁶.

Pour systématique qu'elle soit, la censure n'est cependant pas totale : aux défaillances humaines ou techniques s'ajoutent des intérêts contradictoires (entre différentes administrations, entre les critères politiques et économiques sur lesquels sont évalués les cadres), le manque de moyens, la désorganisation ou une couverture inégale de l'appareil de censure sur le territoire³⁷. L'État lui-même laisse parfois délibérément s'exprimer la critique, tant pour rester informé de ce que pense la population que pour éviter que frustration et colère accumulées ne provoquent des retours de bâton³⁸. Aussi des espaces de transmission du savoir et de débat — comme les plateformes de cours en ligne auxquelles a eu recours la politologue Liu Yu pour parler de la « banalité du mal » chez Arendt —, voire de mobilisation, se recréent-ils de manière aléatoire et éphémère, comme en témoignent les mobilisations citoyennes en ligne pendant l'épidémie de Covid qu'analyse l'article de Guo Yuhua.

HONG KONG PRESQUE DOMPTÉ

Hong Kong a longtemps été le lieu privilégié de recherches et de débats intellectuels intenses, portés par une presse libre, faisant le lien entre la Chine et le reste du monde ; un État de droit abritant des universités internationales aux portes du continent où ont été formés et ont enseigné les meilleurs sinologues au niveau mondial ; un territoire où étaient publiés les écrits interdits en Chine et où les intellectuels chinois engagés ont souvent trouvé refuge au cours de l'histoire. Ce Hong Kong-là est mort le 30 juin 2020 avec la promulgation de la loi sur la sécurité nationale, celle-ci ayant mis un terme au principe « un pays deux systèmes » qui avait encadré le retour du territoire à la Chine en 1997 et qui devait perdurer jusqu'en 2047. La loi oblige désormais le gouvernement local à « promouvoir l'éducation sur la sécurité nationale dans les écoles et les universités ».

L'agonie a été fulgurante puisqu'elle a commencé au lendemain du mouvement des Parapluies de 2014 avec l'arrestation des universitaires instigateurs du mouvement : Benny Tai, professeur de droit à l'Université de Hong Kong (HKU), et Kinman Chan, professeur de sociologie à l'Université chinoise de Hong Kong (CUHK). Tous deux ont perdu leur poste et ont été traduits en justice. Victime d'une campagne de diffamation orchestrée par les médias pro-Pékin pour ne pas avoir empêché Benny Tai de participer au mouvement, Johannes Chan, le doyen de la Faculté de droit de HKU, élu par ses pairs vice-président de l'université, n'a pas pu accéder au poste³⁹.

Depuis, le « pilier de la honte », une statue commémorant le massacre de la place Tian'anmen de juin 1989, a été déboulonné du campus de HKU, les livres contrevenant à la « sécurité nationale » ont été retirés des bibliothèques, et l'auto-censure est devenue la

norme chez les universitaires⁴⁰. Ceux-ci restent libres de leurs recherches pour autant qu'elles se cantonnent à des sujets apolitiques, mais beaucoup déplorent une limite de plus en plus floue : toute recherche, quelle que soit sa nature, risque d'être labellisée « anti-Chine » alors qu'en février 2023 le Bureau de liaison de Pékin à Hong Kong, qui intervient de plus en plus directement dans les affaires intérieures de la Région administrative spéciale au mépris des dispositions de sa Loi fondamentale, a enjoint les présidents des universités de la ville à former davantage d'universitaires qui « aiment le pays⁴¹ ». Hong Kong n'est cependant pas encore la Chine : même si de nombreux médias y ont été réprimés, des embryons de presse libre y subsistent, les Hongkongais ont encore accès aux réseaux sociaux et sites d'information étrangers, et la « pensée Xi Jinping » n'est pas encore enseignée dans les universités, alors qu'elle l'est désormais dans les écoles. Une poignée de politistes, juristes, sociologues, spécialistes des médias continuent d'étudier et d'enseigner l'évolution politique de Hong Kong, comme c'est le cas du philosophe Chow Pochung (Zhou Baosong), dont nous proposons ici une réflexion sur les rapports entre libéralisme et patriotisme. Mais ils ne s'expriment plus dans les journaux, n'encouragent plus leurs étudiants à se mobiliser, et leur carrière est sérieusement compromise.

ÉCRIRE EN RÉSISTANCE

Sans surprise, les thèmes qui structurent ce livre rejoignent ceux que bannit le Document n° 9 de 2013, notamment l'écriture de l'histoire et la réflexion sur le constitutionnalisme, qui sont au cœur du renouveau idéologique de la Chine. Comme en témoigne

la troisième Résolution sur l'histoire publiée lors du 6^e Plenum du XIX^e Comité central en 2021, qui en impose une lecture marxiste et déterministe à des fins de légitimation du pouvoir absolu du Parti et de son chef suprême⁴², l'histoire incarne désormais la discipline idéologique par excellence. Il est aujourd'hui devenu extrêmement difficile pour les historiens chinois de déroger à l'orthodoxie, c'est-à-dire aux concepts et aux méthodes imposés par l'État-Parti⁴³. Les textes proposés dans la première partie de ce livre témoignent cependant des efforts de certains d'entre eux pour rétablir la vérité historique et l'utiliser comme un levier de réflexion sur la nature du régime chinois (Wang Lixiong, Xu Jilin). Zi Zhongyun, historienne, membre du PCC qui avait anticipé l'instrumentalisation politique de sa discipline avant même que Xi Jinping ne s'y attelle, rappelle également qu'il a toujours existé en Chine une tradition historiographique indépendante du pouvoir.

Le constitutionnalisme, qui fait l'objet de la deuxième partie, est également un enjeu idéologique majeur pour le PCC. Le paradoxe d'un régime dictatorial qui arbore, comme l'URSS avant lui, une façade démocratique et républicaine et possède une Constitution stipulant toutes les libertés fondamentales, a toujours été une contradiction épineuse pour le Parti. Ce paradoxe a en effet fourni de nombreux leviers aux citoyens pour revendiquer des droits, et aux juristes pour tenter de démocratiser le régime en mobilisant l'arme constitutionnelle⁴⁴. Alors que certains idéologues tentent aujourd'hui de démontrer que la République populaire de Chine possède bel et bien un gouvernement constitutionnel⁴⁵, les juristes réunis dans cette partie s'interrogent sur la place du droit dans le régime chinois (He Weifang, Xu Zhangrun) et sur ses liens avec les concepts fondamentaux de la modernité : la liberté et l'égalité (Zhang Qianfan).

La question des frontières, des marges et des minorités, à laquelle est consacrée la troisième partie de cet ouvrage, est également au cœur du renouveau totalitaire du régime chinois. Les minorités qui peuplent les anciennes marges de l'Empire du Milieu, notamment les Tibétains, les Ouïghours, les Mongols, sont toujours perçues comme une altérité défiant la nation chinoise et une menace à la sécurité du régime. Elles sont par conséquent les premières visées par le renforcement des politiques de sinisation, de contrôle et de surveillance mises en œuvre par le Parti⁴⁶. Celles qui se sont réfugiées au-delà des frontières sont désormais rattrapées par la recrudescence des ambitions impérialistes de la Chine. Cette partie fait entendre les voix de trois chercheurs (Ilham Tohti, Rahile Dawut et Jin Zhiyuan) et une écrivaine (Tsering Woesser) qui tentent d'œuvrer, de manière constructive, pour la sauvegarde — au sein de l'entité chinoise — de l'« autonomie », de la diversité culturelle et linguistique, ainsi que des modes de vie des peuples auxquels ils appartiennent, ou à tout le moins de témoigner de leur disparition.

La dernière partie de l'ouvrage réunit des universitaires qui appellent plus ou moins directement leurs concitoyens à la résistance, que ce soit en les invitant à réfléchir sur la manière dont ils prennent part à la « banalité du mal » (Liu Yu), en dénonçant les pratiques des universitaires « fournisseurs de contenu » (Ge Zhaoguang), en montrant que Chinois et Hongkongais peuvent également choisir d'être libres *et* patriotes (Chow Pochung), ou en rendant compte des mobilisations collectives pour souligner tout ce qu'elles ont de bénéfique pour les individus et la société (Guo Yuhua).

Les stratégies d'écriture et formes d'expression (articles scientifiques, cours et conférences en ligne, interviews) des auteurs

que nous traduisons témoignent de modalités plus ou moins directes de résistance. Celles-ci dépendent également de leur place dans le système, du lieu de publication des textes (certains ont été publiés sur des sites Internet hébergés à l'étranger, ce qui ne protège pas complètement contre les mesures de rétorsion) et de la date de leur prise de parole, le régime n'ayant cessé de se durcir depuis l'arrivée de Xi Jinping au pouvoir. Tandis que les cours en ligne permettent d'échapper à la surveillance au sein des universités, le style académique de certains articles agit comme un voile protecteur. Le caractère abstrait de la réflexion des constitutionnalistes, le recours au comparatisme (Xu Zhangrun) ou encore le fait de se positionner comme conseiller du prince (Jin Zhiyuan, Guo Yuhua), apparaissent comme autant de stratégies d'euphémisation de la critique. Le recours à l'utopie et à l'uchronie est également une stratégie bien connue des écrivains chinois au cours de l'histoire, notamment à l'époque maoïste. Ainsi, parler de totalitarisme à propos de l'Allemagne nazie peut être recevable car, selon le PCC, la Chine est un pays démocratique. Lorsque Zi Zhongyun analyse les pratiques des historiens légitimistes à l'époque impériale et rappelle que d'autres, parmi les plus éminents représentants de la discipline, ont fait le choix de l'autonomie face au pouvoir, tous les Chinois comprennent qu'elle parle de la Chine de Xi Jinping. C'est également le cas lorsque Xu Jilin, éminent spécialiste de la pensée chinoise, consacre un article à la résistance au fascisme des intellectuels japonais centré sur la figure de Maruyama Masao, grand penseur libéral critique du Japon militariste. En sollicitant les capacités de réception des lecteurs, ces auteurs les mettent en position d'être acteurs de leur propre prise de conscience, premier pas vers la résistance. Mais d'autres textes dans ce volume sont résolument francs et directs,

que ce soit l'analyse fine proposée par Wang Lixiong du maoïsme comme quête d'unité et de pureté — le « paradis terrestre » — qui n'est pas sans rappeler le « fantasme » de Claude Lefort, la confession sans détour d'Ilham Tohti sur les idéaux qui l'animent, ou encore l'interview de He Weifang sur les controverses autour du constitutionnalisme.

Avec ces voix progressivement réduites au silence, ce sont des repères qui s'estompent pour la jeunesse chinoise, des courants intellectuels dans lesquels elle ne pourra plus s'inscrire, des valeurs — en particulier libérales — qu'il lui deviendra plus difficile de mobiliser et de perpétuer. Puisse au moins ce livre faire découvrir — ou redécouvrir — aux lecteurs français et chinois francophones l'Autre Chine que ces voix incarnent.

Avertissement

Les textes traduits dans le présent volume sont chacun précédés d'une présentation. Ils ne sont pas tous rendus dans une traduction intégrale et, pour une meilleure compréhension du lectorat francophone, ont fait par endroits l'objet d'une adaptation.

Les références entre parenthèses citées au fil d'un développement renvoient aux titres figurant en bibliographie à la fin de certaines des contributions.

Les notes des auteurs sont appelées par des astérisques (*) et sont composées en bas de page ; celles des traducteurs ou des présentateurs sont appelées par des chiffres arabes et sont composées en fin de volume.

En note, les liens Internet peuvent être devenus obsolètes depuis la conception de ce livre. Il a été décidé de les conserver en l'état à titre documentaire.

PREMIÈRE PARTIE

ÉCRIRE L'HISTOIRE
DANS UN RÉGIME TOTALITAIRE

Publié à l'aube de l'ère Xi Jinping, l'essai de Zi Zhongyun qui ouvre le présent volume donne à entendre le plaidoyer d'une éminente historienne chinoise pour l'indépendance scientifique de sa discipline. La spécialiste en études américaines et membre du Parti communiste chinois livre ici une analyse critique des stratégies d'instrumentalisation de l'histoire par le pouvoir chinois au cours des siècles, tout en rappelant qu'il existe en Chine une tradition d'indépendance de l'écriture de l'histoire qui remonte au fondateur de cette discipline sous la dynastie des Han, Sima Qian, qui vécut au tournant des II^e et I^{er} siècles avant l'ère chrétienne.

La vie, l'œuvre et l'engagement de Zi Zhongyun se confondent avec les vicissitudes qu'a connues la Chine au siècle dernier. Née en 1930 à Shanghai, Zi a vécu sous deux régimes différents : la Chine républicaine fondée par Sun Yat-sen en 1912 et la République populaire de Chine proclamée par Mao Zedong en 1949. Son enfance dans la concession anglaise de Tianjin est marquée par l'atmosphère de liberté et d'ouverture sur le monde qu'offrent les institutions d'enseignement

modernes héritées de la République de Chine. En 1949, Zi Zhongyun rejoint le Parti communiste chinois dans l'espoir de contribuer à la construction d'une Chine nouvelle et sort diplômée du département des langues et littératures étrangères de la prestigieuse Université Tsinghua à Pékin en 1951. Sa maîtrise de l'anglais et du français l'amène à travailler dans la diplomatie, notamment pour le Comité du peuple chinois pour la défense de la paix mondiale, fer de lance de la politique tiers-mondiste de la Chine dans les premières années de la Guerre froide, puis pour le Conseil mondial pour la paix, émanation du Komintern prônant la lutte contre l'impérialisme américain et la coexistence pacifique. Elle est également membre de l'Association chinoise pour l'amitié entre les peuples, une organisation de Front uni visant à rallier les élites étrangères aux intérêts du Parti. Mais les espoirs de sa jeunesse sont ébranlés par les drames qui secouent la Chine : la famine provoquée par le Grand Bond en avant et la Révolution culturelle.

Durant la Révolution culturelle, Zi Zhongyun, comme beaucoup d'intellectuels, est envoyée à la campagne pour y être rééduquée. Cet épisode marquant l'amène à douter du régime, surtout lorsque, après la normalisation des relations sino-américaines, elle devient interprète lors de la visite de Nixon en 1972. Lasse de relayer la propagande du Parti, elle se tourne vers la recherche, et intègre en 1979 l'Institut d'études internationales, un organisme de recherche placé sous la houlette du ministère chinois des Affaires étrangères. Elle y découvre un fonds de documents en langue anglaise — notamment des notes déclassifiées du Congrès américain et des exemplaires du New York Times, alors inaccessibles en Chine — qui lui permet de publier un article très remarqué sur la politique américaine à l'égard de Taiwan avant et après 1949¹ et, en 1987, son ouvrage de référence *The Origin and Evolution of US Policy toward China (1945-1950)*. Elle devient dans les années 1980 l'une des spécialistes les plus reconnues des relations sino-

américaines et de la Guerre froide, et intègre l'Académie des sciences sociales de Chine, le plus puissant centre de recherche du pays. Elle y prend la direction du département d'études américaines dans les années 1990, tout en œuvrant comme rédactrice en chef de la très prestigieuse revue Meiguo yanjiu (American Studies Quarterly). À son départ à la retraite en 1996, Zi Zhongyun est si reconnue et respectée qu'elle est devenue quasiment intouchable. Elle publie les articles et essais les plus critiques de sa carrière et donne des conférences auprès d'un large public en Chine et à l'étranger². Elle collabore également à la revue Yanhuang Chunqiu, qui publie des articles sans détour contestant la version officielle de l'histoire en s'appuyant sur des témoignages et des sources qu'aucune autre revue n'ose publier³. De sa fondation en 1991 par un vétéran du Parti réformiste à sa fermeture forcée en 2016, cette revue-étendard des intellectuels libéraux a encouragé le débat public sur la Révolution culturelle, le mouvement anti-droitier et la Grande famine dans le but d'inciter le Parti à faire avancer les réformes politiques, bloquées après la répression du mouvement pro-démocratie de 1989.

Comme beaucoup d'intellectuels ayant vécu la période maoïste, Zi Zhongyun a été marquée dans les années 1980 par la réintroduction des idées venues d'Occident consécutive à la politique de réformes et d'ouverture lancée par Deng Xiaoping. Ses écrits montrent une forte inclination pour les valeurs libérales, notamment après le traumatisme des événements de la place Tian'anmen en 1989. Le libéralisme — dans l'acception politique classique du terme — s'impose à elle comme le meilleur garde-fou pour garantir à l'individu une sphère d'autonomie et de droits face à la toute-puissance de l'État-Parti. Elle affirme son attachement aux valeurs telles que la liberté d'expression, la propriété privée et le principe d'égalité des citoyens devant la loi⁴. Selon elle, les droits fondamentaux constituent le substrat universel de la citoyenneté, quand bien même celle-ci présente dans chaque pays des idiosyncrasies

héritées de l'histoire. Zi appelle dès lors à une éducation civique mettant autant l'accent sur ces droits fondamentaux que sur les devoirs et la responsabilité sociale des citoyens.

Contrairement à d'autres tenants chinois du libéralisme, ce courant de pensée ne lui apparaît pas incompatible avec la tradition chinoise. Dans ses Œuvres choisies parues en 2011, Zi légitime ses prises de position théoriques et politiques par des références constantes à la longue tradition intellectuelle et culturelle de la Chine⁵. Elle prend ainsi toujours le contre-pied du relativisme culturel qui sous-tend la « fièvre des études nationales » dans la Chine de l'après-Tian'anmen. Contrairement aux tenants du néo-autoritarisme qui prônent une voie exclusivement nationale, elle insiste sur l'importance du dialogue culturel entre la Chine et l'Occident, arguant que la modernisation de la Chine a été grandement influencée par des idées venues de l'extérieur. Contre ceux qui voient dans l'autoritarisme la clé du développement économique chinois, elle rappelle que ce succès économique s'inscrit dans un processus historique plus long de modernisation amorcé au XIX^e siècle qui emprunte certains de ses traits aux modernisations européenne, américaine et japonaise, d'inspiration démocratique et constitutionnaliste.

Zi Zhongyun met à profit sa retraite et sa renommée pour exercer pleinement, dans la lignée des lettrés confucéens, son droit de remontrance envers le nouvel empereur de Chine. Pendant la crise du Covid, elle s'insurge sous le pseudonyme « Une érudite chinoise » (Zhonghua nü xiansheng) contre la résurgence d'un nationalisme chinois agressif (dit des « Loups combattants ») cautionné par un pouvoir qui l'assimile au patriotisme. Comparant le phénomène à la révolte xénophobe des Boxers instrumentalisée au tournant du XX^e siècle par l'impératrice douairière Cixi pour bouter les impérialistes étrangers hors de Chine, elle affirme :

Aussi longtemps que, génération après génération, nos compatriotes chinois seront éduqués dans cette mentalité de « Loup combattant », il sera impossible pour la Chine de prendre sa place parmi les nations civilisées modernes du monde⁶.

Le texte présenté ici, publié en juillet 2013 sur Huaxia wenzhai, la revue chinoise en ligne du site américain indépendant China News Digest International (CND), s'appuie sur une conférence donnée quelques mois plus tôt à Pékin. Xi Jinping vient d'accéder au pouvoir et il est encore trop tôt pour prédire l'orientation exacte de sa politique, mais Zi Zhongyun perçoit déjà un durcissement idéologique. Elle voit juste : ce tour de vis se confirme à l'automne 2013 par le lancement d'une campagne contre ce que le régime appelle le « nihilisme historique », une expression utilisée pour discréditer toute tentative de critique de la version officielle de l'histoire ou d'introduction d'idées libérales « occidentales » dans le débat intellectuel chinois. Cette campagne n'a cessé de se durcir depuis et a notamment conduit à l'inscription du crime d'« atteinte à la réputation et à l'honneur des héros et martyrs de la nation » dans le Code pénal en 2021, ainsi qu'à de nombreuses arrestations. Parallèlement, Xi Jinping a érigé le précepte « prendre l'histoire comme miroir pour bâtir l'avenir » en principe directeur de l'idéologie du régime⁷. Ce mot d'ordre s'illustre magistralement dans la Résolution du Parti sur l'histoire qui, en novembre 2021, a conclu les célébrations monumentales du centenaire de la fondation du Parti communiste chinois. Tandis que la deuxième Résolution sur l'histoire du PCC, publiée en 1981, se présentait comme une évaluation critique de la période maoïste « fondée sur les faits » et avait permis à Deng Xiaoping de légitimer son programme de réformes et d'ouverture, cette troisième Résolution offre une version téléologique de l'histoire du PCC depuis sa fondation qui ignore ou déforme les épisodes troubles du passé comme le Grand Bond en avant, la

Révolution culturelle, et les manifestations de Tian'anmen, et se conclut sur l'épiphanie du nouveau Grand Timonier, seul à même d'incarner et parachever le « rêve chinois » de puissance et de renouveau national⁸.

Comme le montre Zi Zhongyun dans ce texte, ce précepte sous-tend l'historiographie officielle depuis les temps les plus anciens : l'histoire, dans la tradition chinoise, est conçue comme un miroir des succès et des échecs passés, censé guider l'avenir. Mais alors que, sous la plume d'un Sima Guang (célèbre historien de la dynastie Song qui vécut au XI^e siècle), il répondait à un souci d'objectivité qui devait permettre à l'empereur de gouverner avec sagesse et dans l'intérêt du peuple, il a souvent été instrumentalisé par les dirigeants chinois à travers les âges à des fins hagiographiques pour asseoir une légitimité usurpée. Insistant sur l'importance de ne pas répéter les erreurs des hagiographes et autocrates du passé, Zi Zhongyun rappelle ici qu'il existe d'autres traditions chinoises d'écriture de l'histoire, parmi lesquelles figure également l'histoire sociale dans la lignée d'un Sima Qian, qui se caractérisent par leur indépendance face au pouvoir politique, la conscience morale et l'éthique professionnelle des historiens.

Chloé Froissart

RÉFORMER LA CONCEPTION TRADITIONNELLE DE L'HISTOIRE EN CHINE

ZI ZHONGYUN

Traduit du chinois par Damien Morier-Genoud

Au tournant des années 1980, peu après le lancement de la politique de réforme et d'ouverture en Chine, séjournant pour la première fois comme conférencière invitée aux États-Unis, je participai à un colloque réunissant des historiens chinois et américains. Un professeur américain nous livra ce témoignage : à la question de savoir ce qui les avait poussés à étudier l'histoire, ses étudiants lui avaient pour la plupart déclaré avoir été mus dans leur démarche par une simple curiosité intellectuelle. Interrogeant à leur tour sur ce point des étudiants de Taiwan, quelle n'avait pas été sa surprise de s'entendre dire : « Étudier l'histoire par curiosité intellectuelle est un luxe que nous ne saurions nous offrir ! L'urgence seule du salut de la nation nous y presse ! » À la même question, des étudiants de Chine continentale lui avaient apporté la même réponse, mot pour mot — même s'il savait bien que, dans le cœur de ces étudiants chinois, la « nation » ne résonnait pas de la même manière, ni ne recouvrait la même réalité que dans l'esprit de leurs homologues taïwanais.

Que l'étude de l'histoire puisse être ainsi associée à la quête d'un salut national était là quelque chose de nouveau pour ce professeur. Il n'y avait jamais songé. Pour ma part, je ne m'étais jamais rendu compte à quel point pouvait diverger la manière dont tout un chacun entre dans les études historiques. Il est vrai que, pour nous qui avons été bercés dans la culture chinoise, la connaissance du passé et la fortune d'une nation ne font qu'un. Il suffit de voir les leçons que nous avons tenté de tirer en Chine de l'effondrement de l'Union soviétique. Elles ne sont pas exemptes de cette conception traditionnelle de l'histoire qui façonne encore à ce jour notre rapport au présent et à notre propre régime. La réflexion qui suit se propose d'y revenir pour tâcher d'en comprendre les tenants et les aboutissants.

« PRENDRE L'HISTOIRE COMME MIROIR »

La civilisation chinoise se distingue par l'importance qu'elle a très tôt accordée au corpus de sa littérature historique. Parmi les civilisations les plus anciennes, elle se démarque aussi par cette mission non moins singulière qu'elle a assignée au livre d'histoire, et dont on ne voit sans doute pas d'équivalent ailleurs. L'un de nos adages dit : « Prise comme miroir, l'histoire donne à voir les apogées et les déclins. » L'essentiel du propos tient dans l'idée de succession qu'il suggère à l'arrière-plan. En effet, en Chine, l'important n'était pas tant de savoir qui, jadis, avait connu son heure de gloire dans le pays que de savoir qui avait succédé à qui sur le trône. Ce que l'on désigne sous le vocable de « dynastie » n'était en réalité rien de plus qu'une famille régnante appelée dans le temps à être supplantée par une autre — qui, dès lors, en changeait le nom. Les leçons que l'on pouvait tirer de l'histoire

visaient à assurer le maintien de la dynastie au pouvoir par-delà les saisons et les âges. Dans ce contexte, qui avait le plus intérêt à s'instruire de l'histoire ? L'empereur et le clan de la famille impériale, bien sûr. Il revenait aux conseillers de la cour de transmettre à l'empereur les exemples de bonne conduite que l'histoire donnait à voir. En s'y conformant, il s'assurerait de conserver le trône.

Dans la marche des affaires impériales, le peuple n'avait nulle voix au chapitre. Aussi l'histoire s'adressait-elle en premier lieu — et en dernière instance — à l'empereur. Seuls les *Mémoires historiques*, première de ce qu'on appelle en Chine les « Vingt-quatre histoires officielles », font figure d'exception sur ce point. Leur auteur, Sima Qian, que l'on considère souvent comme le père de l'histoire en Chine, occupa la fonction de Grand Scribe-astronome à la cour des Han, à la fin du II^e et au début du I^{er} siècle avant notre ère. Ce dernier n'était pas tant préoccupé par le maintien au pouvoir de la dynastie régnante que par la possibilité d'« étudier la relation entre le Ciel et l'Homme » et de « sonder le changement à travers les âges » « dans l'œuvre d'un seul et même nom ».

De son vivant, Sima Qian cherchait à saisir les lois susceptibles d'expliquer le monde tel qu'il se donnait à voir. Dans son ouvrage, il n'hésite pas à relater l'histoire de son époque, n'en déplaise à son souverain. La section des annales qu'il consacre à l'empereur Wu des Han, sous le règne duquel il vécut (141-87 av. J.-C.), se présente sous des traits bien peu hagiographiques. Elle ne comporte aucune forme d'éloge à l'endroit du monarque dont elle dresse un portrait, tout bien considéré, assez peu éloquent. Par ailleurs, dans les soixante-dix biographies de gens illustres qu'on lui doit, Sima Qian retrace la vie de personnages et de sujets de l'empire aux profils et

aux rangs sociaux les plus divers : chevaliers errants, brigands-assassins, receleurs-profiteurs, fonctionnaires tyranniques, hommes de lettres vertueux, etc. Même la figure de certains marchands, que la tradition chinoise situait d'ordinaire en bas de la pyramide sociale, se voit réhabilitée par Sima Qian, qui n'engage que son propre jugement lorsqu'il émet une appréciation à leur égard. C'est en cela que les *Mémoires historiques* constituent un cas d'espèce parmi les livres d'histoire en Chine. L'auteur y consigne des faits qui ne font que répondre à ce qu'il aspire à connaître du passé pour parvenir à l'intelligence du présent. Contrairement aux histoires officielles qui lui feront suite, à commencer par le *Livre des Han*, compilé près d'un siècle plus tard par un certain Ban Gu, les *Mémoires historiques* n'avaient pas vocation à fournir à l'empereur des exemples de bonne conduite pour se maintenir au pouvoir.

À la marge du corpus officiel, et à l'opposé du projet de Sima Qian, du moins dans l'intention qu'il affiche, le *Miroir général pour l'aide au gouvernement* apparaît lui aussi comme l'une des grandes synthèses que la tradition nous a léguées, quoique plus tardivement. Après sa parution en l'an 1084, il connut une réception considérable en Chine et s'imposa comme un modèle du genre. L'ouvrage rompt avec la forme des annales-biographies forgée par Sima Qian pour se conformer à l'ordonnancement et au style purement annalistique des *Printemps et Automnes*¹. S'il ne fait pas partie des Vingt-quatre histoires officielles à proprement parler, sa visée n'en reste pas moins sans équivoque. Il se présente — le titre est explicite — comme un guide pratique à l'usage de l'élite au pouvoir. Le maître d'œuvre de ce *magnum opus* est un lettré et homme d'État de la dynastie des Song du Nord (960-1127), du nom de Sima Guang, qui s'attela avec ses clercs à la

compilation de l'ouvrage en 1065, sur ordre de l'empereur Yingzong, et en paracheva l'ensemble dix-neuf ans plus tard, sous le règne de Shenzong, qui avait entre-temps succédé à son père commanditaire du projet. Invitant l'empereur à prendre connaissance des quelque deux cent quatre-vingt-quatorze livres qui en constituent l'ossature, Sima Guang y relève les dynamiques à l'œuvre dans l'apogée et le déclin des dynasties antérieures. Aussi les Song pourront-ils, à la lumière des enseignements du passé, continuer d'avancer sur le chemin d'une prospérité durable. Obtenir l'assentiment du peuple est l'une des voies qu'il met en évidence pour que la dynastie régnante puisse prétendument asseoir son pouvoir et perdurer par-delà les saisons et les âges. Dans cette optique, conquérir les cœurs et les esprits sous l'empire n'est pas une fin en soi, mais le moyen par lequel le souverain vertueux, à l'écoute de ses sujets, attentif à leur bien-être, parvient à se maintenir en place.

Sima Guang met toutefois en garde le pouvoir. Comme le suggère cette image bien connue qui s'est imposée sous la dynastie des Tang (618-907), et qu'il reprend à son compte, il en va du peuple et de son souverain comme de l'eau et de la barque : celui-ci peut autant laisser celui-là flotter sur ses flots que le faire chavirer. L'on peut certes déceler dans cette allégorie la forme d'une pensée radicale qui, dans le prolongement d'un Mencius, situe le peuple à la racine de toute entreprise politique ; à la manière de l'eau qui porte la barque, c'est lui qui soutient l'édifice du pouvoir. Mais à considérer les choses sous un angle plus utilitaire, quelle est la fonction de l'eau, en définitive, sinon celle de maintenir, à la surface, la barque du trône impérial ? Le monarque éclairé est celui-là même qui accorde le primat à cette pierre angulaire que lui offrent, pour ainsi dire, ses sujets, et sur laquelle repose la

légitimité de l'action qu'il engage. Les souverains déchus d'autrefois ont justement ceci en commun que, longtemps restés retranchés dans l'enceinte du Palais impérial, se succédant de père en fils sur le trône, d'une génération l'autre ils finirent par perdre tout discernement et par en oublier ce principe essentiel. À disposer du droit de vie ou de mort sur leurs sujets, à faire la pluie et le beau temps de leur vivant, et à vouloir conduire la barque en solitaire, ils ne firent qu'attiser la tempête et le remous dans leur sillage ; par conséquent, tous se laissèrent inexorablement chavirer. Telle est la leçon première que délivre en substance le grand œuvre de Sima Guang à l'adresse des dirigeants soucieux de consolider leur pouvoir et de se prémunir du naufrage.

Infléchir l'action du gouvernement

De cette fonction de guide à l'usage du pouvoir assignée aux livres d'histoire en Chine en découle une autre : infléchir l'action du gouvernement. C'est l'une des dimensions positives certaines qu'ils revêtent au fil des siècles. Les premières chroniques de l'Antiquité, notamment les *Printemps et Automnes*, avaient contribué à forger dans le pays une morale selon laquelle les relations sociales se devaient d'être pénétrées par un principe d'organisation et de cohérence, lui-même exemplifié par une doctrine unifiée. Aussi tout travail d'écriture de l'histoire portait-il en lui la marque de la louange et du blâme. C'est à ce trait de caractère édifiant du discours historien qu'on se réfère en chinois lorsqu'on parle du style d'écriture « dans la veine des *Printemps et Automnes* ». La chronique de Confucius met ainsi l'accent sur le respect des préséances inscrites au cœur de la pratique du pouvoir et le maintien de l'ordre social. Elle condamne sans appel tout acte de sédition ou tentative qui viserait à semer le chaos dans le pays.

C'est en ce sens que le classique plus tardif du Mencius dit : « Quand Confucius eut compilé les *Printemps et Automnes*, les ministres séditieux et les princes impies tremblèrent. » À cet égard, deux caractères dans la langue chinoise, de graphie et de prononciation différentes, mais signifiant tous les deux littéralement « tuer », ont été hérités de l'époque pour tantôt réprouver, tantôt légitimer de façon implicite le meurtre. On utilisait respectivement l'un et l'autre selon que l'acte était jugé contraire ou non au principe d'allégeance censé régir la relation entre le ministre et son prince. Le premier sinogramme (*shi*) signale qu'il y a eu régicide et, par là, dévoile la félonie, le second (*zhu*) évoque l'idée que, par la mise à mort de son ministre, le prince a voulu réparer une faute que son obligé avait commise à ses yeux.

En Chine, chacun connaît à peu près ces vers de Wen Tianxiang : « Au pays de Qi, le Grand Scribe avait donné sa vie pour l'histoire²... » Le poème fait allusion à un historien de l'époque des Royaumes combattants (V^e-III^e siècle av. J.-C.), connu pour s'être montré inflexible et ne pas avoir transigé avec la vérité historique. Ce dernier, qui occupait la fonction de Grand Scribe de l'État de Qi, avait justement eu recours au caractère *shi* pour consigner dans sa chronique le fait que le conseiller Cui Zhu avait manigancé l'assassinat du duc Zhuang, qu'il était pourtant censé servir, mais qu'il savait avoir eu une liaison secrète avec sa femme. Cui Zhu exigea du Grand Scribe qu'il amendât son texte en supprimant le caractère en question, qui lui collait, il l'avait compris, l'étiquette de régicide ; l'historien s'y refusant, il le fit exécuter. Les deux frères cadets de ce dernier, qui héritèrent l'un après l'autre de la charge de poursuivre l'œuvre de leur aîné, connurent le même sort lorsqu'ils persistèrent, à leur tour, à

maintenir la version initiale du texte de leur défunt frère. Le temps passant, Cui Zhu, de guerre lasse, finit par jeter l'éponge et reconnaître les faits. Aussi les *Printemps et Automnes* ont-ils conservé l'emploi du funeste caractère pour relater ce crime de lèse-majesté qu'avait fomenté le conseiller Cui Zhu à l'encontre de son prince, le duc Zhuang.

De toute cette affaire, on retiendra que nos historiens de l'Antiquité accordaient la plus haute importance à la terminologie dont ils usaient dans leurs écrits. On notera aussi que la droiture dont ils faisaient montre voulait qu'ils ne cèdent en rien sur les principes moraux qu'ils tenaient pour supérieurs, fût-ce au prix de la vie. Mourir en martyr pour l'emploi d'un malheureux et fâcheux caractère peut sembler quelque peu risible aujourd'hui, à ceci près que nos critères pour établir la vérité n'ont désormais plus grand-chose à voir avec ceux qui prévalaient autrefois. Pour nos ancêtres, tout n'était que question de principe ; il n'y avait pas lieu de s'écarter de la Voie, celle que la tradition disait juste, authentique et intangible, et sur laquelle venait se régler l'action individuelle et collective dans le temps. C'est ainsi que, dès l'Antiquité chinoise, la littérature aura développé un champ lexical particulièrement riche autour de la notion de martyr. Des expressions comme *xunguo*, *xunzhi* ou *xundao* étaient tour à tour employées pour évoquer la mémoire de tel ou tel personnage selon qu'il avait choisi la mort pour justement ne pas trahir son pays, son devoir ou l'idéal qui l'animait de son vivant. À cette palette d'idiomes, on peut adjoindre le terme de *xunshi* pour désigner cette tragique éventualité à laquelle se préparait autrefois n'importe quel historien en faisant vœu d'accomplir son devoir : mourir au nom de la vérité historique. La volonté que la plupart d'entre eux affichaient de rester inflexibles, de ne pas chercher à masquer la réalité des faits

pour complaire à celui qui tenait les rênes du pouvoir, est une force de caractère qui les distingue et qui servira de modèle à leurs pairs comme aux grands livres d'histoire des époques ultérieures.

Pour en revenir au cas du Grand Scribe de l'État de Qi, force est de constater que c'est l'histoire du présent moment, dont il se faisait le témoin, qu'il s'employait à consigner par écrit. Les événements qu'il relate dans sa chronique relèvent de l'actualité de son temps. Or les dirigeants d'alors, dont il notait les faits et gestes, n'étaient pas dupes. Ils avaient bien conscience que cette actualité dont l'historien rendait compte, où ils tenaient aujourd'hui la vedette, était ce qui donnerait bientôt matière à l'histoire de demain, soit celle qu'on retiendrait d'eux. Leur réputation était en jeu : selon l'œuvre qu'ils auraient accomplie, et qu'on jugerait bonne ou mauvaise, leur nom serait appelé à être célébré ou, à l'inverse, conspué par la postérité. Les gens du commun n'avaient que faire de tout cela. En revanche, les grands maîtres à penser et les gouvernants de l'époque y accordaient toute son importance. Les premiers priaient secrètement pour que leur parole fût encore des émules après leur mort et ne tombât point dans l'oubli. Les seconds s'inquiétaient de savoir quelle sentence à leur égard finirait par rendre le tribunal de l'Histoire. Celui qui était aux commandes de l'État se préoccupait au plus haut point de savoir comment il serait vu par les générations futures. De quel statut jouirait-il dans les écrits de demain : souverain vertueux ? fossoyeur du régime ? C'est en ce sens qu'on peut affirmer que les livres d'histoire concouraient à infléchir l'action du gouvernement. La crainte qu'éprouvaient les dirigeants de voir le moindre de leurs plus petits agissements à jamais gravé dans les annales les astreignait à une forme de déontologie. Les livres d'histoire

agissaient sur eux comme une sorte d'instance supérieure, un surmoi les incitant à agir en toute probité et à répandre le bien.

Quelle que fût la dynastie régnante en Chine, elle comptait dans les rangs de sa bureaucratie des lettrés-fonctionnaires chargés d'écrire l'histoire. C'est ce qui fait dire à Gu Zhun, l'un de nos grands penseurs du libéralisme, que la figure de l'historien-fonctionnaire est indissociable de la culture chinoise. Dès le Moyen Âge, une règle avait été adoptée en Chine. Le monarque se voyait refuser l'accès aux annales dans lesquelles les historiens enregistraient ses faits et gestes. Aussi ces derniers n'éprouvaient-ils aucune crainte à les relater fidèlement. De fait, ils étaient libres de transmettre aux générations futures des sources fiables et authentiques. Il est assez remarquable que cette tradition ait perduré pendant des siècles d'autocratie impériale. Toutefois, sous la dynastie des Tang, cette règle fut enfreinte par l'empereur Taizong lui-même, qui demanda à avoir accès aux chroniques de cour. Il s'inquiétait de savoir s'il n'y trouverait pas consignée quelque appréciation négative à son endroit. Le conseiller et greffier de la cour Chu Suiliang ne put s'y opposer. Cela ne fut pas sans conséquence puisque, par la suite, les annales consacrées aux empereurs prirent un ton autrement plus élogieux, vantant les grands mérites de leur action et taisant la part plus sombre de leur règne. Mais, dans l'ensemble, il serait injuste de dire que nos historiens ne savaient pas faire preuve d'indépendance d'esprit. Ils se devaient de rester intègres et de se conformer à une certaine éthique dans la mesure où leur incombait la responsabilité de transmettre la vérité aux générations futures. Aussi était-il assez rare de voir leurs écrits verser dans la pure affabulation. Notons d'ailleurs que, en parallèle de l'historiographie officielle, circulaient sous l'empire des histoires populaires écrites et transmises dans le

cercle privé. Elles passaient de main en main dans les familles, rapportant les grands événements dont celles-ci avaient été témoin au fil du temps. De telles histoires n'avaient pas vocation à être lues par les empereurs. Aussi nous apportent-elles des renseignements souvent précieux sur le passé. C'est ce que sous-entend Zhou Mi, un lettré de la dynastie des Song du Sud, dans la préface de ses *Propos extravagants de l'est du pays de Qi*, où il écrit : « Combien de fois l'histoire de notre pays ne s'est-elle pas vu travestir ? Combien de fois ne nous a-t-on pas fait prendre le vrai pour le faux et le faux pour le vrai ? À quelle vérité pouvais-je m'en tenir, sinon à cette histoire inaltérable contée par mes aïeux ! » On voit bien ici que, pour notre lettré des Song, le récit du passé que lui avaient transmis ses aînés était plus fiable que les chroniques officielles de son État. Il est vrai que, dans la compétition pour le pouvoir, les fonctionnaires chargés d'écrire l'histoire n'étaient jamais tout à fait neutres. Quel que fût leur idéal d'impartialité, ils penchaient forcément du côté du pouvoir et adoptaient le point de vue du vainqueur, auquel ils avaient prêté allégeance. C'est pourquoi, avant que les Qing (1644-1911) ne se livrent, des siècles plus tard, à une redoutable inquisition pour traquer les écrits jugés subversifs sous l'empire, ces histoires populaires jouissaient d'une marge de liberté qui les autorisait à relater fidèlement le passé.

LE « ROMAN NATIONAL » EN CHINE APRÈS 1949

Ce n'est pas avant la fondation de la Chine populaire, en 1949, que nos historiens ont entrepris d'écrire l'histoire du régime qui l'avait précédée, soit celui de la République de Chine, proclamée quatre décennies plus tôt par Sun Yat-sen (1^{er} janvier 1912). Toutefois, cet examen de l'ère républicaine était pétri de

ressentiment et de mépris. Il ne faisait jamais l'objet d'un traitement impartial et objectif. Plusieurs raisons expliquent ce travers.

Sous l'ère impériale, un seul et même principe de gouvernement avait perduré. Les critères et les institutions sur lesquels se fondait la légitimité du pouvoir étaient restés inchangés, l'enjeu ayant toujours été de savoir qui demeurerait le plus à même de s'y conformer. L'instauration d'un régime nouveau en 1949 supposait d'en finir une bonne fois pour toutes avec le soubassement idéologique de l'ancien système impérial, comme avec l'ensemble des pratiques qui en découlaient — dont le régime républicain de la première heure n'avait été au fond que le dernier avatar. C'est dans cette rupture avec l'ordre ancien qu'une Chine nouvelle se devait de puiser les ressorts de sa légitimité. Or une telle rupture avec le passé n'avait rien d'évident. Les fondateurs du nouveau régime appartenaient à la même génération que les dirigeants du régime précédent. Ils partageaient le même vécu historique. Tous avaient jadis adhéré à la même orthodoxie d'État (les Trois Principes du peuple de Sun Yat-sen), tous s'étaient aussi déjà entretués pour la conquête du pouvoir. Ils se faisaient face désormais, de part et d'autre du détroit de Taiwan, tels des frères ennemis irréconciliables. D'une rive à l'autre, le camp à abattre était autant celui des fondateurs du régime que celui de ses fossoyeurs. Parce que le gouvernement nationaliste de Tchang Kai-shek s'était replié dans le bastion insulaire taïwanais et tenait encore tête au régime communiste instauré sur le continent par Mao, la République de Chine ne pouvait toujours pas appartenir au temps révolu du passé. Ainsi, sous la plume des uns et des autres, l'histoire faisait l'objet de récits diamétralement opposés : sur le

continent, on louait la « révolution » et on célébrait ses « héros » ; à Taiwan, on criait à la « rébellion » et on fustigeait ses « bandits ».

Sous l'ère impériale, l'écriture de l'histoire n'avait aucunement vocation à vanter l'action du plus grand nombre, pas plus qu'à emporter l'adhésion « des masses ». Chaque changement de règne était d'ordinaire précédé par une période de troubles. Celui qui parvenait à offrir la paix sociale et à préserver l'unité de l'empire se voyait investi du « mandat céleste » ; ce faisant, il régnait « sous le Ciel », c'est-à-dire sous l'empire, avec l'assentiment du peuple, fût-il supposé ou réel. La volonté de l'histoire officielle de louer les succès et les grandes réalisations des souverains d'autrefois restait déconnectée de ce vers quoi penchaient les gens du commun dans la réalité du présent. Comme nous l'avons vu, le travail d'écriture de l'histoire visait seulement à offrir aux dirigeants du moment un conservatoire d'exemples pour la bonne conduite des affaires publiques. Mais la disparition du système impérial, la formation d'un État-nation moderne et l'avènement d'une toute première République sur le continent au début du ^{xx}^e siècle allaient introduire une rupture dans l'écriture et les discours de l'histoire. Le récit du passé allait s'imposer comme un puissant outil de propagande pour légitimer le bien-fondé du régime politique et du gouvernement à mettre en place.

Désormais, l'histoire s'adressait au plus grand nombre. Les progrès de l'instruction et de l'alphabétisation l'y aidaient. Elle était maintenant le lieu d'un récit national partagé, d'un bien-fonds commun à la faveur duquel les dirigeants défendaient leur vision du passé, du présent et de l'avenir auprès de nouveaux citoyens éclairés, à même de s'informer des affaires du pays. Ainsi, le récit historique de la période moderne — aussi bien que celui de la période ancienne — fut entièrement mis au service des intérêts

politiques du présent. Chaque mouvement politique donnait lieu à une relecture de l'histoire. On faisait dire tout et son contraire à un Confucius dès lors que cela venait accréditer le combat du moment. Dans la compétition pour le pouvoir, il ne s'agissait plus seulement de louer son propre camp ou de blâmer le camp adverse. Il fallait aussi masquer le vrai visage du passé quand l'image qu'il renvoyait de l'histoire et de ses acteurs risquait de disqualifier l'action engagée dans le présent.

Cette tendance s'observe dans l'historiographie officielle du régime républicain, dont on voit bien qu'elle portait un regard toujours biaisé et dépréciatif sur la période tardive des Qing et la Révolution de 1911. Même chose lorsqu'elle relatait la séquence qui avait précédé la mise en place, en 1927, du gouvernement de Nankin et de la dictature du Guomindang. La « jeune République » (1912-1927) avait en effet été marquée par l'émergence de nouvelles forces politiques en compétition pour la conquête du pouvoir. Le Guomindang se trouvait lui-même tiraillé par d'incessantes luttes de faction, sur fond de rivalité et de conflit larvé avec le Parti communiste naissant. À cela s'ajoutait l'influence qu'exerçaient les différentes cliques de potentats militaires, les fameux « seigneurs de la guerre », sur les gouvernements du Nord et du Sud. Les appréciations que l'historiographie officielle portait sur cette période, sur les événements et les acteurs politiques qu'elle impliquait, donnaient toujours lieu à une instrumentalisation de l'histoire cherchant à accréditer auprès de l'opinion publique le bien-fondé du régime de parti unique institué, bon an mal an, par le généralissime Tchang Kai-shek après son « coup » du 12 avril³. Pour les dirigeants nationalistes chinois de l'époque, cette entreprise de légitimation du pouvoir n'était pas une chose aisée. Jadis, les dynasties se

succédant, une fois le nouvel empereur installé dans ses fonctions, sa descendance pouvait prétendument hériter du trône et disposer de plein droit, et tout à sa guise, de l'empire jadis arraché par le patriarche à ses rivaux. Tout cela était officiellement admis et jugé conforme à la loi. Il n'y avait pas lieu de s'en cacher. Mais après la révolution de 1911 et la mise en place du régime républicain, pour nos nouveaux dirigeants qui se targuaient d'avoir répudié l'ancien système monarchique, et qui disaient œuvrer au nom d'une république démocratique, il était peu avouable de vouloir accaparer l'ensemble des pouvoirs pour régner en maîtres absolus dans le pays. Aussi fallait-il que l'historiographie officielle s'emploie à masquer ce hiatus entre la réalité des pratiques politiques et les grands principes dont ils se réclamaient en théorie.

Après la fondation de la République populaire par Mao, la marge de manœuvre et l'indépendance relatives dont les historiens avaient pu bénéficier sous l'ère républicaine furent réduites à néant. L'écriture de l'histoire se trouva être désormais le domaine réservé du Parti et des historiens officiellement habilités et mandatés par celui-ci. Pendant le Grand Bond en avant et ses années subséquentes d'effroyable famine, Liu Shaoqi avait tenté d'alerter Mao. « Les cas de cannibalisme finiront par entrer dans les annales de l'Histoire », avait-il lancé au Grand Timonier, croyant que celui-ci ne serait pas insensible à sa réputation et à l'héritage qu'il entendait léguer à la postérité. Mais on connaît la suite. Dans un régime où nul n'était en droit de déroger au récit de l'histoire imposé par le leader suprême, la Grande famine, qui en contrariait l'utopie, fut tout bonnement rayée des mémoires et des livres d'histoire. Que pouvait y faire un Liu Shaoqi privé de tout accès à la vérité historique par son chef, qui en détenait à lui seul le monopole ?

C'est pour toutes ces raisons qu'il m'est permis de penser que l'histoire de la période moderne et contemporaine n'est pas aussi fiable que les annales et les histoires officielles héritées de la Chine ancienne et impériale, même si, je le concède, depuis la politique de réforme et d'ouverture, la recherche a enregistré des progrès significatifs en la matière. La vérité sur certaines séquences de notre passé a peu à peu été rétablie. Les manifestations scientifiques organisées à l'occasion du centenaire de la révolution de 1911 témoignent de ces avancées et sont, à mon sens, un fait déjà remarquable en soi. Les milieux académiques, qui se sont révélés particulièrement dynamiques et vivants, ont alors exposé le fruit de leurs recherches sur toutes sortes de sujets, brossant un tableau riche et éclairant de la période. Dans la foulée ont été publiés nombre de travaux de qualité portant sur la fin des Qing et sur l'ère républicaine. En exhumant des archives jusque-là méconnues du public, ils ont contribué à rectifier des interprétations erronées et des jugements sans fondement, que nous tenions pour acquis et répétions à l'envi, sans jamais véritablement chercher à faire la lumière sur le passé. En un sens, on peut dire de ces publications qu'elles ont hérité de ce que la tradition historiographique a de meilleur en Chine. L'année 2011 aura été une année faste pour la recherche sur la période moderne. Le contraste était saisissant par rapport à la situation que nous connaissions une dizaine d'années auparavant, où notre lecture de la Chine républicaine était toujours limitée et tronquée. Notons que des écrivains et des historiens amateurs ont eux aussi contribué, à leur manière, à ces dernières avancées en histoire, stimulant l'essor d'un courant d'études historiques non officiel d'un apport non négligeable sur la période. On ne peut, hélas, pas en dire autant de nos programmes d'enseignement et de nos manuels

scolaires, qui continuent de duper des générations entières de jeunes écoliers en leur dissimulant des pans entiers de notre passé récent⁴.

LA PRISE EN COMPTE DE L'HISTOIRE MONDIALE

Ce n'est pas avant le milieu du XIX^e siècle que les Chinois ont commencé à ouvrir les yeux sur le reste du monde, du moins à ne plus limiter les études historiques à la seule connaissance de leur propre passé. Désormais, le miroir de l'histoire donnait aussi à voir les apogées et les déclins qu'avaient jadis connus d'autres pays que le leur, notamment ceux dont les canonnières étaient venues frapper aux portes du Céleste Empire. Les élites éclairées entreprirent d'étudier l'histoire des nations européennes, notamment celle de la Grande-Bretagne et de la France, dans le but de saisir ce qui permettait d'expliquer la cuisante défaite que celles-ci avaient infligée à l'empereur lors des Guerres de l'opium (1839-1842 ; 1856-1860). Il s'agissait de comprendre les raisons de la supériorité technologique et militaire qu'affichaient ces « barbares » d'un type nouveau venus de l'Ouest. Pour les lettrés-fonctionnaires et les penseurs de l'époque, étudier l'histoire, la leur et celle des autres, était désormais le moyen par lequel ils parviendraient à remédier aux maux du présent et à trouver une voie de salut national. Mais déceler le secret de la puissance européenne supposait d'abord de procéder à un déplacement du regard en histoire. En effet, la succession des maisons royales ne pouvait expliquer à elle seule les évolutions qu'avait connues l'Europe après le Moyen Âge. Les capacités de production, les progrès de la pensée, la transformation des institutions dans les pays en présence s'imposaient désormais comme autant de fils

conducteurs à prendre en considération et à esquisser pour saisir les trajectoires des sociétés européennes dans le temps. Étudier l'histoire de la Grande-Bretagne supposait par exemple d'abord de se familiariser avec la *Magna Carta* obtenue par la noblesse anglaise au XIII^e siècle. Une fois planté ce décor, il était permis de revenir sur la rupture introduite par la mise en place du gouvernement républicain d'un Cromwell, auquel avaient plus tard succédé la Glorieuse Révolution puis, enfin, la Révolution industrielle. Le moteur de ces évolutions n'avait plus seulement partie liée à l'histoire politique du règne des Stuarts ou des Tudors. C'est pourquoi, quand nous avons commencé à étudier l'histoire européenne en Chine, nous l'avons toujours fait dans la perspective de saisir les phénomènes culturels qui s'en dégageaient dans la longue durée : la Renaissance, le mouvement des Lumières, la Réforme, la révolution des sciences et des techniques, l'invention de la machine à vapeur, etc. Même chose lorsque nous avons essayé de comprendre ce qu'avait impliqué et induit la Restauration de Meiji au Japon (1868), un sujet qui nous est désormais familier. De fait, l'ensemble de ces dynamiques de l'histoire transcendait les familles royales et les frontières des pays concernés.

Après l'avènement de la République populaire en 1949, qui marque l'entrée dans l'ère contemporaine, conscients que nous étions de la marche du monde, nous était-il encore permis de prendre les apogées et les déclins des dynasties d'autrefois comme seule trame narrative et modèle explicatif de notre histoire ? Assurément non. Dans la mesure où nous nous réclamions d'une république d'obédience marxiste, l'accroissement de la production, le progrès social et le bien-être du plus grand nombre devaient désormais prévaloir comme critères d'observation dans le travail

d'investigation du procès de l'histoire. Un nouvel angle d'approche s'imposa pour départir nos réussites de nos échecs et juger de ce qui était bon ou mauvais. Il ne s'agissait plus de scruter la vie des empereurs et de leurs lignées, mais de porter le regard sur la vie des gens ordinaires, sur les outils qui avaient été les leurs à telle ou telle époque, sur la mécanisation des moyens de production, ou encore les changements profonds et durables induits par la banalisation de l'électricité dans nos sociétés. Le mode de gouvernance, la succession des régimes et les changements des institutions n'étaient plus perçus comme une fin en soi, mais comme le moyen par lequel il était désormais possible d'assurer le bien-être de la société. Le développement de la production et l'élévation du niveau de vie de la population ne visaient plus à consolider le pouvoir ou à asseoir les élites dirigeantes dans leurs prérogatives. Il s'agissait désormais de déterminer quelle forme de gouvernement, quel type de système serait le plus à même de conduire le pays sur la voie de la prospérité et de garantir le progrès social et le bien-être du peuple. Tout gouvernement incapable de remplir ce contrat se verrait dès lors remplacé.

Il y a quelques années, la Télévision centrale en Chine a diffusé sur sa chaîne CCTV une série documentaire intitulée *Le Réveil des grandes puissances*. Les records d'audience qu'elle a enregistrés ont surpris jusque dans les arcanes du Bureau de la propagande. Le public, qui n'a pas manqué d'y voir comme un clin d'œil à la montée en puissance de la Chine, se voyait ainsi invité à questionner, à partir de l'expérience des pays européens, les dynamiques et les lois susceptibles d'expliquer les périodes d'apogée et de déclin que ces derniers avaient connues dans l'histoire. Le documentaire évoquait ainsi le cas de la Hollande. Il montrait que, en dépit de la petite taille de son territoire, le pays

s'était imposé pendant un temps comme la nation prédominante de l'Europe, en raison des libertés qu'il garantissait à tout un chacun, mais aussi grâce à son ouverture sur le monde et à sa très forte capacité à innover. Plus tard, l'Allemagne lui avait volé le leadership. Sa montée en puissance à elle avait été indissociable des progrès enregistrés par son système éducatif, auquel elle prêtait la plus grande attention. Au XIX^e siècle, il comptait comme le système le plus abouti et le plus à la pointe des sociétés occidentales. De fait, le documentaire s'affranchissait de toute généalogie des grandes familles royales ayant jadis gouverné en Europe pour offrir au spectateur une véritable grammaire des civilisations enracinée dans les temps longs d'une histoire des mentalités et des comportements. En ce sens, *Le Réveil des grandes puissances* proposait une approche de l'histoire en rupture avec cette forme plus conventionnelle de récit qui eût seulement cherché à glorifier l'action des dirigeants du moment en leur attribuant le mérite des grandes réussites du passé.

LE SPECTRE DE L'EXPÉRIENCE SOVIÉTIQUE

Après la chute de l'URSS et la reconfiguration subséquente de l'Europe de l'Est, l'une des préoccupations majeures qui n'ont cessé d'agiter la classe politique et les milieux académiques en Chine a été celle de savoir ce qui permettait d'expliquer l'effondrement du « grand frère » soviétique. Quelles leçons fallait-il en tirer ?

Deux grilles de lecture se sont imposées pour tenter de dresser le bilan de l'expérience soviétique. La première, qui place la question du progrès humain au cœur de l'analyse, parvient à la conclusion que le régime soviétique hérité de l'ère stalinienne s'était montré incapable de satisfaire aux deux grandes aspirations

de l'humanité : l'accroissement de la production et la mise en place d'une société égalitaire. En outre, il avait réprimé le remarquable esprit de créativité du peuple russe ancré au plus profond de sa culture. Parce qu'il n'avait pas su offrir des conditions de vie décentes à ses populations ni aux États voisins placés sous sa houlette, il ne pouvait perdurer. Quelle que fût la méthode employée pour y parvenir, le régime se devait nécessairement d'en finir avec l'ancien système pour remettre le pays sur la voie du progrès humain et du bien commun. Ce virage pouvait s'effectuer dans la paix ou la violence. Que la Russie choisît de rompre avec l'ancien système socialiste de manière pacifique, en évitant les effusions de sang et les destructions de masse, fut une bénédiction pour sa population. Cela témoigne de l'esprit d'humanité et du haut degré de civilisation qui l'avaient toujours animée. En refusant de pointer les armes contre le peuple, l'armée russe s'était conduite de façon noble et exemplaire. Après la chute de l'URSS, certaines vérités historiques jusque-là étouffées par le régime apparurent au grand jour. L'ouverture des archives de l'époque soviétique se révéla être une mine d'or pour les historiens du monde entier. Récemment encore, des travaux d'auteurs russes sont venus réfuter les affirmations mensongères que Staline assénait dans son *Histoire du Parti communiste (bolchevik) de l'URSS*, pour servir ses seuls intérêts et justifier son règne sans partage. Le fait que la Russie et les populations de l'ex-Union soviétique aient pu s'offrir une nouvelle vie marque déjà en soi un progrès de l'histoire.

La seconde grille d'analyse oriente quant à elle la focale sur les turpitudes de la classe dirigeante et les évolutions successives survenues au sommet du pouvoir en Russie. En cela elle n'est pas très éloignée de l'attention que les histoires officielles en Chine

prêtaient aux changements de dynastie sous l'empire. Cette lecture cherche en réalité à accréditer la légitimité historique du régime mis en place par le Parti communiste de l'Union soviétique (PCUS), une légitimité qui, théoriquement, eût justifié à elle seule que ce dernier se maintînt au pouvoir et perdurât à jamais dans l'histoire. C'est à l'aune de ce droit légitime absolu du régime soviétique à vouloir assurer sa propre survie après la mort de Staline que l'on pourrait alors seulement juger de ce qu'il a accompli de bon ou de mauvais dans l'histoire. Dans cette perspective, la leçon principale à retenir serait la suivante : après l'arrivée de Khrouchtchev au pouvoir, la vérité sur les crimes de Staline avait commencé à être en partie dévoilée. La croyance naguère inconditionnelle envers le « petit père des peuples » s'en était trouvée passablement ébranlée. Plus tard, la politique d'ouverture conduite par Gorbatchev pour libéraliser le régime selon les principes de la *perestroïka* avait achevé de semer la confusion dans les esprits. Parmi les dizaines de millions de cadres soviétiques, on aurait pu croire que les plus fidèles se seraient jetés dans l'arène pour défendre le régime corps et âme. Mais il n'en fut rien. Gagnés par les idées libérales, ces derniers avaient perdu la foi. Enfin était arrivé sur le devant de la scène un Boris Eltsine qui avait définitivement trahi la cause en précipitant la dissolution de l'URSS. Les généraux qui n'avaient pas bougé d'un pouce à l'époque pour venir à la rescousse du pouvoir s'étaient conduits en lâches. C'est ainsi que l'empire pour la conquête duquel avaient jadis âprement combattu les troupes bolcheviques avait fini par s'incliner en cédant des pans entiers de son territoire. La morale qui découle de cette lecture des événements est aussi simple que claire : pour perdurer et assurer sa stabilité, tout régime politique — à commencer par le nôtre, on l'aura compris — doit renforcer le

contrôle idéologique qu'il exerce sur sa population et, si besoin, ne pas hésiter à faire usage de la force militaire pour se maintenir en place. Dans cette perspective, ce à quoi aspirent les centaines de millions de ses administrés ne compte pas ; le régime peut passer outre, même s'il doit pour cela faire couler le sang et sacrifier la vie des siens.

En réalité, le PCUS n'a jamais remis les clés du pouvoir à quelque puissance extérieure que ce soit. Après l'effondrement de l'Union soviétique, le personnel politique qui en était issu se trouvait encore aux commandes de l'État. Comment peut-on dire, comme on l'entend souvent chez nos caciques, que l'arrivée au pouvoir d'un Eltsine aurait signé la fin de la Russie ? Ce dernier n'était-il pas citoyen russe ? La révolution d'Octobre avait jadis renversé le tsar, mais la Russie, elle, n'avait pas disparu pour autant. La thèse que d'aucuns se sont plu à soutenir sur la « mort du Parti » en Russie ne renvoie à aucune réalité historique tangible. Le Parti communiste russe existe toujours ; il continue de jouer un rôle dans la vie politique, à ceci près qu'il ne jouit plus de sa suprématie d'antan et qu'il campe désormais dans l'opposition. On voit même d'ailleurs aujourd'hui en Russie des partis plus à gauche que lui sur l'échiquier politique, dont l'existence est parfaitement légale. Le fait est que Moscou a simplement choisi de s'orienter vers un système multipartite. Si le chemin reste sans doute encore long pour que la Russie voie un jour émerger une démocratie sur son sol, un retour vers un régime de parti unique y paraît désormais impossible.

Les Russes ont voulu en finir avec l'ancien système socialiste. Nombre de leurs travaux ont déjà dressé le bilan de la période soviétique. Certains d'entre eux offrent un examen approfondi de la révolution d'Octobre et de la naissance de l'URSS. Si les

appréciations divergent quant à l'œuvre accomplie par le PCUS de la première heure, rares sont les auteurs russes à dire qu'ils éprouveraient, pour l'avoir vécue, la nostalgie de l'ère stalinienne. Même un Ziouganov, aujourd'hui secrétaire général du Parti communiste, explique la défaite que le PCUS a essuyée dans l'histoire par le fait qu'il ait voulu s'accaparer « et le pouvoir, et les richesses, et la vérité ». Une fois cet état de fait identifié, toute tentative par le passé ayant voulu briser ce triple monopole ne se peut concevoir que comme une avancée en soi. Pourquoi alors faut-il que certains chez nous se prennent à regretter de ne pouvoir rejouer pour les Russes la « bataille perdue » d'autrefois ? Pourquoi se soucient-ils à ce point du sort de cet autre peuple que le leur dans l'histoire ? C'est que, selon toute vraisemblance, ils ne peuvent s'empêcher de voir dans l'expérience russe et la nôtre une racine historique commune. Pourtant, dans les années 1950, la rupture entre la Chine et la Russie ne s'était pas fait attendre. Nous ne mâchions plus nos mots à l'égard du « grand frère » soviétique. Le « nouveau tsar » était maintenant vilipendé pour son « socialisme de façade aux ambitions impérialistes » ! Et nos armées se regardaient en chien de faïence, prêtes à appuyer sur la gâchette à la moindre tension. N'est-il pas pour le moins curieux que, malgré la rivalité et les différends du passé, certains d'entre nous se retrouvent aujourd'hui à pleurer le « grand frère » à jamais disparu ! Bien sûr, il y avait eu la belle époque, celle où nous disions prendre modèle sur lui. Sauf que les bons élèves que nous étions avaient en réalité bien assez vite choisi de suivre leur propre chemin, avant même que le maître ne prît conscience que sa politique le menait dans une impasse et qu'il lui fallait changer de cap. Pourquoi donc vouloir, vingt ans plus tard, réhabiliter dans une prétendue légitimité historique ce régime avec lequel nous

avons pris nos distances, et que les Russes ont de toute façon déjà eux-mêmes congédié ? On ne juge pas à la place d'un autre si la chaussure qu'il a jetée était bien ajustée ou non à son pied !

Ceux qui, chez nous, cherchent à légitimer le régime de l'Union soviétique dans l'histoire veulent, en définitive, nous dire que, dans un pays, la priorité des priorités, ce n'est ni le progrès social ni le bien-être du peuple, mais la consolidation du pouvoir en place. Le confort assuré au plus grand nombre n'est que le moyen d'y parvenir. Seul prime ce qu'ils appellent la « défense » du régime. Au nom de cet objectif, qui consiste dans les faits à s'assurer que la classe dirigeante conserve les clés du pouvoir, on peut choisir de traiter le peuple convenablement comme on peut l'ignorer ; dans tous les cas, ce dernier n'a pas son mot à dire. Si l'histoire des pays étrangers n'était que l'affaire du monde académique, s'il revenait à lui seul d'en débattre et d'en tirer les enseignements, les choses pourraient s'arrêter là. Mais quand ce sont les dirigeants qui s'en emparent pour définir leur propre stratégie de gouvernement, cela n'augure rien de bon. Dans le cas où, par exemple, ils souhaiteraient se préserver du précédent soviétique, la logique voudra qu'ils mobilisent tous les moyens coercitifs dont ils disposent, civils et militaires, pour « défendre » le régime, quel que soit le prix humain à payer. Or, on le sait, un régime qui bafoue les droits de son peuple court à sa propre ruine !

Récemment, l'un de nos hauts gradés de l'armée a provoqué un tollé sur les réseaux sociaux en déclarant qu'il fallait « défendre le pays à l'extérieur » et « punir les traîtres à l'intérieur ». Qui étaient les traîtres, au juste ? Et qui est en droit d'en juger ? En réalité, sa déclaration ne faisait que reprendre un slogan bien connu dans l'histoire de la Chine moderne, celui-là même que nos étudiants avaient scandé durant l'année 1919, dans la tourmente du 4 mai,

pour protester contre cette décision prise par les puissances occidentales, au lendemain de la Grande Guerre, d'attribuer au Japon les anciennes possessions allemandes en Chine. Sauf que les traîtres, ici, c'étaient les dirigeants chinois de l'époque, fustigés par les étudiants pour vouloir ratifier le traité de Versailles aux dépens des intérêts de la nation. Que des étudiants non armés aient pu ainsi hier exprimer haut et fort leur colère est une chose, mais qu'un militaire de haut rang en fonction veuille aujourd'hui « punir les traîtres à l'intérieur » en est une autre. À supposer que nos troupes l'eussent entendu et fussent passées à l'action, c'était le coup d'État militaire assuré ! Que voulait-il sous-entendre au juste ? Que les fonctionnaires corrompus qui trahissent l'intérêt général allaient maintenant être punis ? Si tel était le sens de son propos, alors l'action à engager ne peut être que du ressort de la justice. Imaginez un peu le spectacle si, dans notre pays, l'armée commençait à « punir » les fonctionnaires qu'elle tenait pour des traîtres en leur envoyant ses soldats ! Rien ne dit alors qu'elle ne prendrait pas demain pour cible n'importe quel civil qui exprimerait une opinion dissidente ou qui descendrait manifester dans la rue. Tout pays évolué qui se respecte ne saurait tolérer que son armée régulière se conduise de la sorte. Dès qu'un pouvoir envisage l'option de la force militaire pour contrer une menace intérieure, fût-elle imaginaire ou réelle, c'est peu dire qu'il y a péril en la demeure.

« QUI VEUT ÉLIMINER UN PAYS ÉLIMINE D'ABORD
SON HISTOIRE »

Un autre adage dans la langue chinoise, lui aussi hérité de l'ère impériale, montre combien nos dirigeants ont toujours eu

conscience de ce pouvoir de coercition que procure le contrôle de la mémoire du passé. L'adage dit : « Qui veut éliminer un pays élimine d'abord son histoire⁵. » Ce funeste projet auquel invite le propos peut paraître curieux de prime abord. L'histoire est une chose bien réelle en soi, qui existe. Elle était là avant nous, et le sera après. Qu'on le veuille ou non, elle procède d'une réalité identifiée, d'un contenu d'événements qui se sont bel et bien produits. Comment vouloir l'éliminer ? En fait, pour bien comprendre ce que signifie cet adage, on pourrait tout aussi bien le reformuler ainsi : « Qui veut rayer un pays de la carte doit d'abord rayer des mémoires son histoire. » C'est sous l'angle du récit et des lectures du passé, communément admis dans les livres et les manuels d'histoire, que se situe le propos.

Autrefois, les Chinois étaient censés retirer un sentiment de fierté de leur histoire. L'une des fonctions du récit historique consistait précisément à glorifier ce qu'avaient jadis entrepris leurs ancêtres, et qu'il leur revenait de poursuivre. Les livres d'histoire et les documents collectés permettaient de conserver et de transmettre la mémoire de cet héritage à perpétuer. Les Japonais l'avaient très bien compris. Notre adage conviendrait à merveille pour décrire leur politique en Chine pendant l'occupation (1931-1945). Lorsqu'ils prirent le contrôle de la Mandchourie en 1931, au lendemain de l'« incident du pont Marco-Polo », ils s'employèrent à effacer toute trace de l'histoire chinoise de la mémoire de nos jeunes écoliers. Le nouveau récit du passé qu'ils leur inculquèrent n'avait pas d'autre visée que de légitimer l'existence du Mandchoukouo sur le sol chinois, en les coupant de tout sentiment d'appartenance à la République de Chine. Désormais, nos enfants devaient être les parfaits sujets de ce nouvel État satellite à la solde des militaristes du Japon, dont la légitimité n'était plus à remettre

en cause. Les nouveaux manuels d'histoire imposés dans les écoles par la force des armes furent au cœur de ce projet d'assujettissement.

Le contrôle de la mémoire du passé sert toujours les intérêts politiques du présent. Autrement dit, si vous voulez anéantir votre ennemi, privez-le de son histoire et imposez-lui la vôtre ! Nous l'avons vu, un ouvrage comme *L'Histoire du Parti communiste (bolchevik) de l'Union soviétique* était cousu de mensonges. Staline l'avait écrit pour asseoir et légitimer sa dictature. Cela n'a pas empêché les dirigeants chinois de le considérer pendant un temps comme un livre de référence. Ils n'hésitaient pas à le brandir au nom de la lutte internationale pour la victoire de la révolution. Pendant toute une génération, notre histoire officielle, qui se fondait sur cette lecture mensongère du passé, aura ainsi contribué à effacer de nos mémoires la réalité des faits historiques. De façon ironique, c'est elle qui n'aura pas non plus manqué de mettre en pratique le fameux adage à l'instant évoqué. Maintenant qu'ont été déjouées les falsifications du passé sur lesquelles reposait cet ouvrage, nous savons que c'est toujours en cachant la vérité et en gardant la mainmise sur les livres d'histoire qu'un régime autocratique parvient à se maintenir au pouvoir. Qui veut lutter contre lui doit d'abord combattre les mythes qu'il a forgés de toutes pièces. Bien sûr, dans un pays qui tolère la liberté d'expression, personne ne saurait s'arroger le monopole de la vérité historique. Cela serait impensable, et d'ailleurs parfaitement inutile.

En Chine, l'« histoire du Parti » (*dangshi*) a toujours été intouchable. Une seule lecture du passé officiellement validée par le Politburo devait prévaloir. Les *Trente ans d'histoire du Parti communiste chinois* de l'historien Hu Qiaomu, dont la première

édition remonte à l'année 1951, ont servi pendant un temps de mantra officiel. Mais après les campagnes de masse et le chaos de la période maoïste, le Parti a été contraint de réviser sa vulgate. Après la mort de Mao, il nous fallait entériner la passation du pouvoir, sans pour autant renier la figure tutélaire du Grand Timonier, ni l'autorité absolue de sa pensée dont le régime demeurerait l'enfant héritier. Aussi les luttes intestines survenues au fil du temps pour définir la ligne à adopter au sein du Parti ont-elles servi de trame historique et de curseur pour attester du fait que l'action de notre leader suprême avait, dans l'ensemble, toujours été correcte. L'histoire du Parti s'est livrée à toutes sortes de trucages et de falsifications du passé pour ne pas contrevenir à son catéchisme idéologique. Il est intéressant de noter que, lorsque Hu Qiaomu se rendit aux États-Unis en 1986, il fit disparaître ses *Trente ans d'histoire* de la liste des publications sur son CV. Lui-même savait que l'ouvrage ne répondait à aucun critère scientifique.

Si les archives de la période républicaine du Deuxième Bureau de Nankin ont fini par être ouvertes au public, celles du Comité central du Parti demeurent toujours inaccessibles à ce jour. Heureusement, ces dernières années les témoignages et les mémoires d'anciens officiels du régime, qui participent de ce courant alternatif des études historiques déjà évoqué, nous ont aidés à combler les blancs et les silences laissés par l'histoire du Parti. On peut citer ici, à titre d'exemple, les *Notes sur l'histoire du Parti*, que l'un de nos anciens vétérans, He Fang, a fait paraître en 2005. L'ouvrage est aujourd'hui interdit sur le continent et c'est un éditeur de Hong Kong qui en assure la diffusion. À sa sortie, le livre a déclenché une levée de boucliers chez certains cadres qui jouissent de positions confortables à l'université. Du haut de leurs

chaires, ils l'ont accusé de verser dans le « nihilisme historique ». Pourtant, il ne devrait pas y avoir lieu de s'inquiéter que des faits et des événements fassent l'objet d'interprétations divergentes et que ces interprétations soient elles-mêmes débattues. Cela est monnaie courante chez les historiens. Avec le temps, de nouvelles archives seront peu à peu rendues accessibles et les spécialistes qualifiés auront tout loisir de réfuter les thèses qui faisaient jusque-là consensus mais qu'ils jugeaient erronées. L'essentiel est que ces derniers restent fidèles à la réalité des faits et qu'ils apportent la preuve de ce qu'ils avancent. Vouloir faire passer la quête de vérité et le témoignage d'un vieux vétéran pour du mensonge, voilà qui relève d'un grossier subterfuge dont on ne peut que s'indigner, et qui ne trompe personne ici ! C'est par ce type d'escroquerie consistant à prendre le vrai pour du faux et le faux pour du vrai qu'on finit par « éliminer un pays en éliminant d'abord son histoire » !

DEUX HISTOIRES, DEUX NATIONS

Deux visions différentes de l'histoire ne peuvent qu'aboutir à deux conceptions différentes de la nation. C'est toujours dans une lecture particulière de l'histoire qu'un gouvernement ou un parti au pouvoir puise les ressorts de sa raison d'être et de faire. Et quelle que soit la vision du passé et de l'avenir qu'il cautionne, il ne peut faire l'économie d'une réflexion sur le rôle que doit jouer son peuple dans l'histoire. Les citoyens sont-ils en droit de disposer d'eux-mêmes ou doivent-ils se soumettre, comme le faisaient jadis les sujets de Sa Majesté l'Empereur, à la volonté d'un seul ? Quant à la machine de l'État et ses fonctionnaires, doivent-ils servir les intérêts du pouvoir ou ceux du contribuable ? Qui mange à la table

de qui ? Et qui est redevable de qui ? Ce sont là des questions essentielles que n'importe quel régime doit être à même de tirer au clair.

Deux millénaires d'autocratie impériale en Chine ont ancré au plus profond de nous cette mentalité selon laquelle les descendants que nous étions devaient tout faire pour garder en l'état le pays hier conquis par nos ancêtres à la sueur de leur front. La connaissance que nous avons aujourd'hui des démocraties modernes et des régimes républicains s'inscrit dans une histoire somme toute assez courte au regard de notre héritage plurimillénaire. Elle est encore loin d'être communément partagée et enracinée dans la société. Les politiques que nous avons conduites jusqu'ici ont reposé sur une concentration maximale des pouvoirs, que nous prétendions toujours exercer au nom du peuple. Renverser l'ordre établi aujourd'hui en Chine supposerait d'inverser la fin et les moyens, de ne plus concevoir le peuple comme un instrument au service du pouvoir, mais le pouvoir comme un instrument au service du peuple. C'est là une tâche particulièrement ardue, d'autant qu'elle touche à des conflits d'intérêts de taille, difficiles à démêler, entre nos gouvernants et nos gouvernés. En tout état de cause, la Chine doit épouser la marche du temps, continuer d'avancer dans le tohu-bohu des civilisations d'une humanité en partage. Quant à l'histoire, la nôtre ou celle des autres, elle ne peut plus s'écrire pour assouvir les seuls desseins de celui qui commande ; elle est désormais l'affaire de tous.

Bacon disait : « L'histoire rend intelligent. » Mais encore faut-il qu'elle raconte la vérité. Un peuple continuellement bercé dans une propagande mensongère reste condamné à vivre dans l'ignorance. L'expérience montre que le bonheur auquel il aspire dépend

souvent de ce sursaut qui voit un jour les siens faire face à l'histoire, prendre la parole, dire qui des citoyens et du gouvernement est au service de qui, et qui protège l'intérêt de qui. C'est dans cet élan de lucidité ou son contraire que résident, aussi, l'apogée ou le déclin d'une nation !

APPENDICES

Notes

INTRODUCTION PENSER EN RÉSISTANCE DANS LA CHINE D'AUJOURD'HUI

1. David Ownby, *L'Essor de la Chine et les intellectuels publics chinois*, Paris, Éditions du Collège de France, 2023.

2. Alicja Bachulska, Mark Leonard, Janka Oertel, *The Idea of China. Chinese Thinkers on Power, Progress and People*, European Council on Foreign Relations, 2024.

3. Voir n. 1.

4. Vera Schwarcz, *The Chinese Enlightenment. Intellectuals and the Legacy of the May Fourth Movement of 1919*, Berkeley, University of California Press, 1990.

5. Merle Goldman, Timothy Cheek, Carol Lee Hamrin, *China's Intellectuals and the State. In Search of a New Relationship*, Cambridge (Mass.), Council on East Asian Studies, Harvard University Press, 1987.

6. Guy Haarscher, « La liberté académique, ses enjeux actuels et le relativisme », in Vanessa Frangville, Aude Merlin, Jihane Sfeir, Pierre-Étienne Vandamme, *La Liberté académique. Enjeux et menaces*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2021, p. 43-54.

7. Claude Lefort, « Sur la nature des régimes de l'Est » (1982), in *Le Temps présent. Écrits (1945-2005)*, Paris, Belin, 2007 ; *L'Invention démocratique. Les limites de la domination totalitaire*, Paris, Fayard, 1981.

8. « China Replaces Head of Peking University with Communist Party Chief », Radio Free Asia, 25 octobre 2018, <https://www.rfa.org/english/news/china/university-party-10252018143652.html>.

9. « 中国共产党普通高等学校基层组织工作条例 » (« Règlements sur le travail des organisations de base dans les établissements d'enseignement supérieur du Parti communiste chinois »), 23 avril 2021, https://m.thepaper.cn/baijiahao_12366468.
10. Gu Ting, « China's Ruling Party Takes Direct Control of Country's Universities », Radio Free Asia, 18 janvier 2024, <https://www.rfa.org/english/news/china/china-universities-01182024160231.html>.
11. Liu Caiyu, « Colleges set up Party Committee Teacher Departments », *Global Times*, 30 août 2017.
12. Jue Jiang, « The Eyes and Ears of the Authoritarian Regime. Mass Reporting in China », *Journal of Contemporary Asia*, vol. 51, n° 5, 2021, p. 840.
13. Zhulin Zhang, « À Shanghai, des étudiants de Fudan chantent pour la liberté de penser », *Courrier international*, 18 décembre 2019, <https://www.courrierinternational.com/revue-de-presse/chine-shanghai-des-etudiants-defudan-chantent-pour-la-liberte-de-pensee>.
14. Zhidong Hao, « Totalitarianization and Democratization in Higher Education in China and their Implication for the Nation's Political Development », *Janus.net, E-Journal of International Relations, Historical and Contemporary Perspectives on East Asia*, 14 (2), 2024, p. 98.
15. Harold Thibault, « Comment la Chine contrôle la parole de ses économistes, contraintes à l'optimisme », *Le Monde*, 16 avril 2024, https://www.lemonde.fr/economie/article/2024/04/16/en-chine-les-economistes-contraints-a-l-optimisme_6228047_3234.html?random=2000223380.
16. Chloé Froissart, « Le virus n'a pas vaincu l'opacité chinoise », *Terra Nova*, 20 avril 2020, <https://tnova.fr/democratie/international-defense/le-virus-na-pas-vaincu-l-opacite-chinoise/>.
17. « Chinese Universities Ordered to Spy on Staff, Students in Ideological Crackdown », Radio Free Asia, 8 août 2019, <https://www.rfa.org/english/news/china/universities-04082019144318.html>.
18. Jue Jiang, « The Eyes and Ears of the Authoritarian Regime. Mass Reporting in China », art. cit., p. 841.
19. Sebastian Veg, « Compte rendu de "David Ownby, *L'Essor de la Chine et les intellectuels publics chinois*" », *Histoire @ politique*, 16 mai 2024, <https://journals.openedition.org/histoirepolitique/17230>.
20. Celles-ci ont été fermées pendant la Révolution culturelle.
21. Voir par exemple « 为伟大事业贡献智慧与力量 » (« Apporter sagesse et force à une grande cause »), *Clarté* (光明日报), 9 mars 2017, https://news.gmw.cn/2017-03/09/content_23922878.htm.
22. Voir Chloé Froissart, *La Chine et ses migrants. La conquête d'une citoyenneté*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2013, p. 211-250.

23. « 践行核心价值观, 习近平对哪36个群体提了要求 » (« Pour mettre en pratique les valeurs fondamentales, à quels 36 groupes sociaux Xi Jinping impose-t-il ses exigences ? »), Phenix TV (凤凰网), https://news.ifeng.com/a/20150721/44211209_0.shtml.

24. Agence Chine Nouvelle, « 习近平出席全国教育大会并发表重要讲话 » (« Xi Jinping a assisté à la Conférence nationale sur l'éducation et a prononcé un discours important »), 11 septembre 2018, <https://baijiahao.baidu.com/s?id=1611229918334993771&wfr=spider&for=pc>.

25. Chloé Froissart, « Enjeux du débat sur les sciences sociales dans la Chine de Xi Jinping », *Perspectives chinoises*, n° 4, 2018.

26. Entretiens avec huit chercheurs chinois en sciences sociales entre avril et juillet 2024.

27. Julien Saint-Sevin, « Financement des sciences humaines et sociales en Chine — évolutions depuis 2010 », *East Is Red*, 13 avril 2022, <https://hackmd.io/@MGcW9IhFSgqso9rAft9gLw/Hk7dyAxx9>.

28. Sebastian Veg, « Chine : la société dans les interstices du pouvoir », AOC, 2 octobre 2019, <https://aoc.media/analyse/2019/10/02/chine-la-societe-dans-les-interstices-du-pouvoir/>.

29. Shohret Hoshur, « Uyghur Publisher Jailed for Books on Uyghur Independence, Identity », Radio Free Asia, 23 mars 2024 ; Sylvie Zhuang, « Chinese Publisher who Gave World the Three-Body Problem under Corruption Cloud », *South China Morning Post*, 24 octobre 2024, <https://www.scmp.com/news/china/politics/article/3283678/chinese-publisher-who-gave-world-3-body-problem-under-corruption-probe>.

30. Pierre Haski, « Quand une série de Netflix relance la guerre froide avec Pékin », France Inter, 4 avril 2024, <https://www.radiofrance.fr/franceinter/podcasts/geopolitique/geopolitique-du-jeudi-04-avril-2024-8930029>.

31. Voir par exemple David Bandurski et Martin Hala (dir.), *Investigative Journalism in China. Eight Cases in Chinese Watchdog Journalism*, Hong Kong, Hong Kong University Press, 2010 ; Chloé Froissart, « The Sun Zhigang Case », in Ivan Franceschini et Christian Sorace (dir.), *Proletarian China. A Century of Chinese Labour*, Londres, New York, Verso Books, 2022, <https://hal.science/hal-04097990>.

32. C'était l'objectif que s'était donné Xi Jinping lors de la Quatrième Conférence mondiale sur l'Internet qui s'est tenue en décembre 2017 en Chine.

33. Opennet Initiative, *Internet Filtering in China (2004-2005). A Country Study*, 2005, p. 4, https://opennet.net/sites/opennet.net/files/ONI_China_Country_Study.pdf.

34. Katie Hunt et Cy Xu, « China “Employs 2 Million to Police Internet” », CNN, 7 octobre 2013, <https://edition.cnn.com/2013/10/07/world/asia/china-internet-monitors/index.html>.

35. « China's “Internet Sovereignty” Marks the Return of Ideology. Analysts », Radio Free Asia, 4 décembre 2017, <https://www.rfa.org/english/news/china/internet-12042017113832.html>.

36. « Xi Jinping Wants to Stifle Thinking at a Top Chinese Think-Tank. No more Gloomy thoughts about The Economy », *The Economist*, 26 septembre 2024, <https://www.economist.com/china/2024/09/26/xi-jinping-wants-to-stifle-thinking-at-a-top-chinese-think-tank>.
37. Aifang Ma, « *Double Bind Regulation* » of the Internet and Social Media in Contemporary China, thèse de doctorat, Sciences Po Paris, 2022.
38. Gary King, Jennifer Pan, Margaret E. Roberts, « How Censorship in China Allows Government Criticism but Silences Collective Expression », *American Political Science Review*, vol. 107, n° 2, 2013, p. 326-343.
39. Les universités publiques hongkongaises n'ont jamais été tout à fait indépendantes puisque leurs chanceliers sont nommés par le chef de l'exécutif hongkongais, mais cela n'a jamais vraiment porté à conséquence jusqu'à cet épisode. Voir Kelley Loper et Carole J. Peterson, « Academic Freedom in the Shadow of Hong Kong's National Security Law », in Hualing Fu et Michael Hor (dir.), *The National Security Law of Hong Kong. Restoration and Transformation*, Hong Kong, Hong Kong University Press, 2022, p. 255-278.
40. « "We Can't Write the Truth Anymore", Academic Freedom in Hong Kong Under the National Security Law », Human Rights Watch, septembre 2024, <https://www.hrw.org/report/2024/09/24/we-cant-write-truth-anymore/academic-freedom-hong-kong-under-national-security-0>.
41. Chan Ho-Him, « Hong Kong Universities under Pressure as Academics Head for Exits », *Financial Times*, 24 octobre 2023, <https://www.ft.com/content/1b9de404-d8c3-4cf9-bdec-cc4349140e11>.
42. Chloé Froissart, « Parti communiste chinois : une nouvelle ère ? », *The Conversation*, 16 novembre 2021, <https://theconversation.com/parti-communiste-chinois-une-nouvelle-ere-171864>.
43. Sebastian Veg, « La situation de l'enseignement supérieur et de la recherche en Chine depuis 2012 », *Communications*, vol. 114, n° 1, 2024, p. 82.
44. Eva Pils, *Human Rights in China. A Social Practice in the Shadows of Authoritarianism*, Cambridge, Malden (Mass.), Polity Press, 2017.
45. Élise Launay, *Xianzheng, un constitutionnalisme à la chinoise ?*, thèse de doctorat, Paris, Inalco, 2023.
46. Voir Vanessa Frangville, « "Unity within Diversity" : The Chinese Communist Party's Construction of the Chinese Nation », et Rémi Castets, « The Integration of Xinjiang into the Chinese Nation-State. Controlling Minority Representations and Fighting against Political Contestation », in Jérôme Doyon et Chloé Froissart (dir.), *The Chinese Communist Party. A 100-Year Trajectory*, Canberra, Australian National University Press, 2024. Téléchargeable au lien suivant : <https://doi.org/10.22459/CCP.2024>.

PRÉSENTATION DU TEXTE DE ZI ZHONGYUN

1. Zi Zhongyun (1982), « 历史的考验—新中国成立前后美国对台政策的考虑 » (« À l'épreuve de l'histoire. Réflexions sur la politique américaine à l'égard de Taiwan avant et après la fondation de la RPC »), *Guoji wenti yanjiu*, n° 3, p. 34-42.
2. Wang Xi et Zi Zhongyun, « A Lifelong Pursuit of Learning, Enlightenment and Independence of Mind. A Conversation with Zi Zhongyun », *The Chinese Historical Review*, vol. 18, n° 2, 2011, p. 183-206 ; Zi Zhongyun, « 不要上缴独立思考的权力 » (« Ne pas renoncer au droit à la libre pensée »), *Quanqiu renwu*, n° 31, 2011.
3. Voir par exemple la traduction d'un de ses essais dans lequel elle montre comment, en Chine, les commémorations (en l'occurrence des exactions des gardes rouges) s'apparentent à des entreprises d'éradication de la mémoire, David Bandurski, « Can China Afford to Forget its Own History ? », *China Media Project*, 4 février 2009, <https://chinamediaproject.org/2009/02/04/can-china-afford-to-forget-its-own-history/>.
4. Zi Zhongyun, « Ne pas renoncer au droit à la libre pensée », *Quanqiu renwu*, *op. cit.*
5. Zi Zhongyun (2011), 资中筠自选集 (*Œuvres choisies de Zi Zhongyun*), vol. I-V, Guangxi shifan daxue chubanshe.
6. Geremie Barmé, « 1900 & 2020. An Old Anxiety in a New Era », *China Heritage*, 28 avril 2020, <https://chinaheritage.net/journal/1900-2020-an-old-anxiety-in-a-new-era/>.
7. Xi Jinping, « 牢记历史经验历史教训历史警示 为国家治理能力现代化提供有益借鉴 » (« Gardez à l'esprit l'expérience, les leçons et les avertissements de l'histoire pour fournir une référence utile pour la modernisation des capacités de gouvernance nationale »), discours de Xi Jinping lors de la dix-huitième session d'étude collective du Bureau politique du Comité central du PCC, 13 octobre 2014 ; site des membres du Parti communiste chinois, <https://news.12371.cn/2014/10/13/ARTI1413196364304826.shtml>.
8. Chloé Froissart, « Parti communiste chinois, une nouvelle ère ? », *The Conversation*, 16 novembre 2021, art. cit., <https://theconversation.com/parti-communiste-chinois-une-nouvelle-ere-171864>.

RÉFORMER LA CONCEPTION TRADITIONNELLE DE L'HISTOIRE EN CHINE

1. La chronique des *Printemps et Automnes* est l'un des livres d'histoire qui s'intègrent dans le canon scripturaire confucéen en Chine. L'ouvrage, qui aurait été compilé sous l'Antiquité par Confucius lui-même, note les événements survenus dans l'État de Lu, dont le Maître était originaire. La période qu'il couvre s'étend de 722 à 481 avant notre ère ; elle est elle-même appelée « époque des Printemps et Automnes », en référence à l'ouvrage. (*Toutes les notes sont du traducteur*).
2. Wen Tianxiang (1236-1283) est un lettré et penseur loyaliste de la dynastie des Song du Sud (1127-1279), connu pour avoir combattu les Mongols au moment où ils envahirent la Chine et mirent en place la dynastie des Yuan (1271-1368). Après la conquête de l'empire par ces derniers, Wen Tianxiang refusa de prêter allégeance au nouvel empereur mongol, qui le fit emprisonner et exécuter. Le poème auquel l'auteure

fait ici référence s'intitule *Le Chant de la droiture*. Wen Tianxiang y exprime sa loyauté envers la dynastie chinoise déchue des Song.

3. Le « coup » du 12 avril 1927 orchestré par Tchang Kai-shek et ses hommes à Shanghai, avec la complicité de la pègre locale (et sous le regard complaisant des autorités consulaires étrangères), se traduit à l'époque par l'arrestation et l'exécution sommaire de plusieurs milliers d'activistes communistes et de militants syndicalistes. Il signe la fin du premier Front uni par lequel, sous l'influence du Komintern et de ses agents acquis à une ligne léniniste qui en appelait à s'allier temporairement avec les « bourgeoisies nationales », le Parti communiste et le Parti nationaliste chinois (Guomindang) avaient scellé, durant l'année 1923-1924, une alliance stratégique pour lutter conjointement contre les puissances impérialistes étrangères en Chine, mais aussi pour contrer la menace que les « seigneurs de la guerre », souvent eux-mêmes liés à celles-ci par des convergences d'intérêts, faisaient peser sur l'unité du pays.

4. Zi Zhongyun, qui a toujours déploré le manque d'objectivité et de rigueur scientifiques des matériaux pédagogiques en usage dans l'enseignement secondaire en Chine, garde sans doute ici en mémoire l'« affaire *Bingdian* » survenue en 2006. À l'époque, le professeur Yuan Weishi avait engagé un bras de fer avec les autorités après la parution d'un brûlot dans lequel il dénonçait les travers idéologiques des manuels scolaires d'histoire utilisés dans les collèges et les lycées. Sur cette controverse, qu'il me soit permis de renvoyer le lecteur à ma propre contribution dans le volume antérieur à celui-ci : Morier-Genoud, « De l'écart au divorce : histoire officielle et histoires parallèles de la Chine moderne », in Anne Cheng (dir.), avec la collaboration d'Éric Vigne, *Penser en Chine*, Paris, Gallimard, coll. Folio essais, 2021, p. 153-155.

5. C'est à un célèbre penseur et homme d'État de la première moitié du XIX^e siècle, Gong Zizhen (1792-1841), que la tradition chinoise attribue d'ordinaire la paternité de cet adage.

Index

ARENDT, Hannah [32](#)

BACON, Francis [81](#)

BAN, Gu (班固) [52](#)

CHAN, Johannes [33](#)

CHAN, Kinman [33](#)

CHOW, Pochung (Zhou, Baosong) (周保松) [36](#)

CHU, Suiliang (褚遂良) [58](#)

CIXI (impératrice douairière) (慈禧) [47](#)

CONFUCIUS [7-8](#), [55](#), [62](#), [N1](#)

CROMWELL, Oliver [66](#)

CUI, Zhu (崔杼) [55-56](#)

DAWUT, Rahile [24](#), [36](#)

DENG, Xiaoping (邓小平) [8](#), [12](#), [18](#), [26](#), [45](#), [48](#)

ELTSINE, Boris [71-72](#)

EMET, Erkin [30](#)

GE, Zhaoguang (葛兆光) [24](#), [28](#), [36](#)

GONG, Zizhen (龔自珍) [N5](#)

GORBATCHEV, Mikhaïl [71](#)

GUO, Yuhua (郭于华) [24](#), [29](#), [32](#), [36-37](#)

GU, Zhun (顾准) [58](#)

HAN (dynastie) (漢) [43](#), [51](#)

HE, Fang (何方) [79](#)

HE, Weifang (贺卫方) [24-25](#), [28](#), [35](#), [37](#)

HU, Jintao (胡锦涛) [20](#), [26](#)

HU, Qiaomu (胡乔木) [78](#)

JIN, Zhiyuan (金志远) [25](#), [36-37](#)

KHROUCHTCHEV, Nikita [71](#)

LEFORT, Claude [19](#), [37](#)

LÉNINE (Vladimir Ilitch Oulianov, dit) [9](#), [27](#), [N3](#)

LIU, Cixin (刘慈欣) [30](#)

LIU, Shaoqi (刘少奇) [64](#)

LIU, Yu (刘瑜) [32](#), [36](#)

LI, Wenliang (李文亮) [31](#)

MAO, Zedong (毛泽东) [9](#), [43](#), [61](#), [63-64](#), [78](#)

MARUYAMA, Masao (丸山真男) [37](#)

MARX, Karl [9](#), [27](#), [34](#), [67](#)

MENCIUS (Mengzi 孟子) [53](#), [55](#)

NICOLAS II (tsar) [72](#)

NIXON, Richard [44](#)

QING (dynastie) (清) [59](#), [62](#), [65](#)

QU, Yuan (屈原) [16](#)

SHENZONG (empereur) (神宗) [53](#)

SIMA, Guang (司馬光) [48](#), [53-54](#)

SIMA, Qian (司馬遷) [43](#), [48](#), [51-52](#)

SONG (dynastie) (宋) [48](#), [52-53](#), [59](#), [N2](#)

SONG DU SUD (dynastie) [59](#), [N2](#)

STALINE, Joseph (Iossif Vissarionovitch Djougachvili, dit) [9](#), [27](#), [70-71](#), [77](#)

STUART (dynastie) [66](#)

SUN, Yat-sen (孫中山) [43](#), [60-61](#)

TAI, Benny (Dai Yaoting) (戴耀廷) [33](#)

TAIZONG (empereur) (太宗) [58](#)

TANG (dynastie) (唐) [53](#), [58](#)

TCHANG, Kai-shek (蔣介石) [61](#), [63](#), [N3](#)

TOHTI, Ilham [24](#), [28](#), [36-37](#)

TSERING WOESER [28](#), [36](#)

TUDOR (dynastie) [66](#)

VEG, Sebastian [25](#)

WANG, Lixiong (王力雄) [28](#), [35](#), [37](#)

WEN, Jiabao (温家宝) [20](#), [26](#)

WEN, Tianxiang (文天祥) [55](#), [N2](#)

WU DES HAN (empereur) (汉武帝) [51](#)

XI, Jinping (习近平) [8-9](#), [12](#), [15](#), [18](#), [20](#), [24-30](#), [34-37](#), [43](#), [47](#), [N7](#), [N32](#)

XU, Jilin (许纪霖) [35](#), [37](#)

XU, Zhangrun (许章润) [24](#), [35](#), [37](#)

YAO, Haijun (姚海军) [30](#)

YINGZONG (empereur) (英宗) [53](#)

YUAN (dynastie) (元) [N2](#)

YUAN, Weishi (袁伟时) [N4](#)

ZHANG, Qianfan (张千帆) [24](#), [35](#)

ZHAO, Ziyang (赵紫阳) [26](#)

ZHOU, Baosong (Chow, Pochung) (周保松) [34](#)

ZHOU, Mi (周密) [59](#)

ZHUANG (duc) (莊) [55-56](#)

ZIOUGANOV, Guennadi [72](#)

ZI, Zhongyun (资中筠) [24](#), [28](#), [35](#), [37](#), [43-49](#), [N4](#)

Les textes ont été traduits avec le soutien substantiel du Collège de France et, sous la tutelle de l'EHESS et du CNRS, du laboratoire Chine, Corée, Japon (CCJ), du Centre d'études sur la Chine moderne et contemporaine (CECMC) ainsi que de l'Institut français de recherche sur l'Asie de l'Est (IFRAE).



COLLÈGE
DE FRANCE
—1530—

L'ÉCOLE
DES HAUTES
ÉTUDES EN
SCIENCES
SOCIALES



Inalco
Université Paris Cité
CNRS



Explication de l'image de couverture :

Le caractère signifie « remontrance » en graphie archaïsante. La remontrance était une institution à certaines époques de la Chine impériale, tradition dans laquelle s'inscrivent encore aujourd'hui nombre d'intellectuels chinois dont la parole est restituée dans ce livre.

© Éditions Gallimard, 2025.

Couverture : Illustration Éditions Gallimard.

Éditions Gallimard
5 rue Gaston-Gallimard
75328 Paris
<http://www.gallimard.fr>

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS — Anne Cheng

INTRODUCTION — Chloé Froissart

AVERTISSEMENT

PREMIÈRE PARTIE

ÉCRIRE L'HISTOIRE DANS UN RÉGIME TOTALITAIRE

Réformer la conception traditionnelle de l'histoire en Chine (juillet 2013) — Zi ZHONGYUN

Traduction : Damien Morier-Genoud ; présentation : Chloé Froissart

APPENDICES

Notes

Index

Penser en résistance dans la Chine d'aujourd'hui

**Sous la direction de
Anne Cheng et Chloé Froissart**

Avec la collaboration d'Éric Vigne

Aujourd'hui, en Chine, le régime se durcit et exerce un contrôle idéologique étroit sur les universités, rétrécissant chaque jour l'espace du débat et de l'analyse objective. Comment, dans ces conditions, les intellectuels peuvent-ils continuer de penser de façon critique, mener leurs recherches, se faire entendre ? Sous quelles formes et... à quel prix ?

Dans ce livre, Anne Cheng et Chloé Froissart offrent l'hospitalité de la traduction à des textes de penseurs dont certains sont emprisonnés, d'autres victimes de rétorsions. Entre les lignes, la résistance s'y exprime par des voies détournées, que des commentateurs se proposent de décrypter.

Ces voix, qui nous rappellent à quel point il n'est pas permis de penser librement en Chine malgré l'image de grande puissance responsable qu'elle prétend renvoyer, perpétuent la tradition des « remontrances à l'empereur » et illustrent courageusement l'idée d'une citoyenneté éclairée, animée par « un esprit indépendant et une pensée libre ».

Contributions de Ge Zhaoguang, Guo Yuhua, He Weifang, Ilham Tohti, Jin Zhiyuan, Liu Yu, Rahile Dawut, Tsering Woesser, Wang Lixiong, Xu Jilin, Xu

Zhangrun, Zhang Qianfan, Zhou Baosong et Zi Zhongyun.

Cette édition électronique du livre
Penser en résistance dans la Chine d'aujourd'hui de Collectifs
Gallimard
a été réalisée le 23 juillet 2025 par les Éditions Gallimard.
Elle repose sur l'édition papier du même ouvrage
(ISBN : 9782073108708 - Numéro d'édition : 655071).
Code produit : Q15307 - ISBN : 9782073108739.
Numéro d'édition : 655074.

Ce document numérique a été réalisé par [Nord Compo](#)